

Les faits en question, les idées en réponse !

## Message Royal à Benkirane: définition claire des règles du jeu...



Les intérêts de la nation marocaine  
doivent primer sur toute autre considération

### # ROOM

Benkirane : l'âge  
de gouverner ou  
la gouvernance  
de l'âge ?

“

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a félicité Abdelilah Benkirane pour sa réélection au PJD, tout en insistant sur l'importance d'adhérer aux valeurs constitutionnelles. Le message rappelle les responsabilités politiques et encourage un engagement actif dans le développement national.

”

### EXPERTS INVITÉS # CHRONIQUEURS # QUARTIER LIBRE

Mystère et vulnérabilité :  
décryptage de la panne électrique  
majeure dans la Péninsule Ibérique

Abdelilah Benkirane reste,  
certains pestent, mais le PJD  
revient...

Les homorroides  
du pouvoir...

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES  
**EN CONTINU 24H/7J**

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

**LIVE STREAMING**

**L'ODJ** STREAM LIVE 00:29:48

**L'ODJ** R212 WEB RADIO

**BREAKING NEWS**

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

**REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE**  
**ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS**



SCAN ME!

# SOMMAIRE

**04** EDITO

**07** RÉGIONAL

**14** NATIONAL

**26** INTERNATIONAL

 **DÉBATS**

 **L'OPINION DES JEUNES**

 **الرسالة**  
ARRISSALA, SA

Imprimerie Arrissala

**I-DÉBATS NUMÉRO 05 - MAI 2025**

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES WEB : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLACHEN

**L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA**

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma) 

## MESSAGE ROYAL À BENKIRANE: DÉFINITION CLAIRE DES RÈGLES DU JEU...

**Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message de félicitations à Abdelilah Benkirane à l'occasion de sa réélection en tant que secrétaire général du Parti de la justice et du développement (PJD), lors de son Congrès national, le neuvième du genre. La lecture attentive des propos montre bien que le message dépasse le simple protocole habituel. Derrière la formule classique de courtoisie institutionnelle se cache une écriture politique subtile, fidèle au style du Palais, où chaque mot est pesé, chaque tournure significative.**

Comme il est de coutume, le ton est à la fois cordial et mesuré et marque une reconnaissance de la trajectoire de Benkirane sur la scène nationale. Sa Majesté salue "le sens des responsabilités" de l'ancien chef de gouvernement et "son attachement aux constantes et valeurs sacrées de la nation". Les mots employés sonnent ici comme un rappel aux fondamentaux de la monarchie constitutionnelle et aux valeurs constitutives du Royaume. C'est le choix de toute une nation. N'est ce pas là un rappel sans ambiguïté ni interprétation possible d'une ligne rouge implicite. L'expression est diplomatique, mais elle rappelle à Benkirane et à l'ensemble des membres et factions du PJD, bien évidemment, que l'adhésion aux fondements de la constitution est la condition sine qua non de toute participation au jeu politique.

Plus encore, ce message arrive à un moment où le PJD tente de retrouver un second souffle après une débâcle électorale historique. En félicitant Benkirane, Sa Majesté salue indirectement ainsi son retour en politique. Cependant ne doit-on pas lire entre les lignes qu'il y a lieu pour ce parti de comprendre et d'intégrer définitivement que l'opposition est légitime, mais qu'elle doit rester dans le cadre des équilibres fixés par la constitution. Le message prend donc des allures de balise politique : encouragement à la responsabilité, mise en garde contre tout aventurisme.

Les propos de certains étrangers invités au congrès ont été plus qu'étonnants surtout qu'aucun rappel à l'ordre n'a été observé. De même on ne peut occulter la sortie du second de Benkirane qui quelques jours avant le congrès a commis des propos ahurissants, largement repris dans les réseaux sociaux; propos ayant soulevé beaucoup de questionnements quant à la nouvelle ligne du parti, puisqu'il semble bien qu'il y en ait une qui se profile.

Le parti doit définitivement assimiler que la religion n'a pas besoin de lui pour la défendre,



le référentiel à l'Islam est un fondement de la constitution marocaine qui garantit également par ailleurs de très larges libertés individuelles et défend les minorités religieuses les considérant comme des composantes essentielles de la nation. Il se doit d'intégrer que la question de la Palestine est dans les priorités de la diplomatie marocaine et que ce n'est pas un sujet de campagne électorale. Son rôle doit implicitement rester éminemment politique, dans le cadre de ce que prévoit la constitution et rien d'autre.

Le message pourrait aussi être lu comme une manière de repositionner Benkirane dans le paysage politique, en le distinguant des autres voix critiques du système mais en lui rappelant que son parti est un parti comme les autres. Le message faut-il le rappeler parle de parti "honorables". Un geste tactique, qui vise peut-être à redonner un rôle à une opposition encadrée et responsable, à l'heure où le paysage partisan marocain souffre d'un réel déficit de crédibilité, voire d'ancrage sociétal.

En somme, le message n'est pas qu'un geste symbolique uniquement : c'est une pièce d'un échiquier politique plus large, où il est essentiel et incontournable de gérer, avec prudence et finesse, les équilibres du pays.

Le message, tout en étant explicitement un acte protocolaire de félicitations, contient ainsi plusieurs éléments riches de sens et d'insinuations politiques.

Le Souverain tout en soulignant la confiance renouvelée placée en Benkirane pour diriger le PJD, tout en lui adressant ses vœux de pleine réussite dans la poursuite de ses missions, insiste particulièrement sur la nécessité de consolider la position du parti sur la scène politique nationale et de renforcer sa participation active aux côtés des autres formations politiques honorables. Cette insistance rappelle l'importance d'un engagement sérieux, responsable, au service de l'intérêt général et avec une empreinte bien nationale. Le cadre est bien clair et le champs d'action précis.

Sa Majesté met en avant l'accompagnement du processus de développement global mené sous sa conduite, visant à propulser le Maroc vers plus de modernité, de progrès et de prospérité. Cette référence explicite au leadership royal dans le développement national souligne que le PJD doit s'inscrire dans cette dynamique et soutenir avec transparence et sincérité les orientations du pays.

Les intérêts de la nation marocaine sont clairs et s'imposent comme la seule voie envisagée. Les partis sont là pour servir les intérêts suprêmes de la patrie, placés au-dessus de toute autre considération. Cette mention est une mise en garde implicite contre toute forme d'ambition ou d'action qui pourrait s'éloigner des principes fondamentaux du Royaume et de l'unité nationale

Ainsi, le message de félicitations de Sa Majesté, tout en étant cordial, porte des injonctions claires sur le rôle attendu du PJD sous la direction de Benkirane, celui de renforcer son ancrage politique dans le cadre national, agir avec responsabilité, soutenir le projet royal de développement et respecter les constantes nationales. Ces éléments peuvent être perçus comme des insinuations subtiles rappelant à tout parti ses devoirs et limites dans le paysage politique marocain actuel.

**Rédigé par Aziz Daouda**





ويب راديو مغاربة العالم  
WEB RADIO  
DES MAROCAINS  
DU MONDE

**+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC**

### LE «PROJET REGUIBAT»: UNE MANŒUVRE DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE POUR ASSUJETTIR LE SAHARA ATLANTIQUE

**Dans les coulisses diplomatiques de la fin de l'empire colonial, la France tente de construire un «front Reguibat» pour affaiblir le Maroc. Une politique fondée sur la division ethno-tribale, révélée par des documents confidentiels, dont le but final était de préserver ses intérêts et ceux de l'Algérie française dans la région du Sahara atlantique.**

À la fin des années 1950, alors que l'empire colonial français vacille et que les indépendances africaines se précisent, Paris cherche à préserver ses intérêts stratégiques dans le Sahara atlantique, région convoitée pour ses ressources minières appartenant historiquement au Maroc, fraîchement indépendant. C'est dans ce contexte qu'est lancée, le 8 février 1958, l'opération Écouvillon, une offensive militaire conjointe franco-espagnole contre l'Armée de libération marocaine (ALM), active dans le sud du territoire.

Mais au-delà de la dimension militaire, la France conçoit une stratégie politique de plus long terme: créer un «front Reguibat» en s'appuyant sur les tribus sahraouies pour freiner les revendications territoriales marocaines. Ce projet visait à instrumentaliser les identités tribales pour renforcer la position française dans les négociations à venir sur les frontières post-coloniales, tout en préservant l'accès aux gisements de fer de Fort Gouraud (actuelle Zouérat, en Mauritanie) et de Gara Djebilet (aujourd'hui en Algérie).

Diviser pour mieux régner

Les archives diplomatiques françaises conservées à l'ambassade de Madrid mettent au jour la nature de cette manœuvre, conçue comme un projet séparatiste s'inscrivant dans la logique de morcellement déjà expérimentée en Algérie. Un document confidentiel daté du 1er avril 1958 précise ainsi:

«Il s'agit d'assurer le contrôle des Reguibat dans la Seguiet orientale à l'Est de Smara, contrôle impossible sans accord avec les Espagnols. Or, le ralliement des Reguibat est le fait politique essentiel qui doit nous permettre d'envisager favorablement les négociations avec le Maroc devant l'opinion publique internationale. Il nous autoriserait, en effet, à nous prévaloir de la volonté de ces populations nomades d'échapper à l'emprise marocaine.» (Note par G. Cusin, Archives de La Courneuve, Ambassade de France à Madrid, 396PO/F, 1040).

Ce document éclaire l'enjeu principal: donner une apparence de légitimité à une entreprise de fragmentation territoriale en invoquant la supposée volonté d'autonomie des tribus nomades. La France veut utiliser le sentiment identitaire des tribus Reguibat pour légitimer une stratégie coloniale. En mobilisant ces populations nomades dans un scénario séparatiste, elle espérait influencer favorablement les opinions internationales et peser sur les négociations frontalières avec le Maroc. Ce type de manœuvre révèle les dynamiques coloniales complexes qui ont marqué les relations franco-marocaines à la veille des indépendances africaines. Loin d'être un simple calcul géopolitique, cette stratégie s'inscrivait dans une vision néocoloniale plus large visant à maintenir une influence française indirecte dans une région en pleine redéfinition.



Les Reguibat, une carte politique instable

Mais la mise en œuvre de ce projet ne s'est pas déroulée comme prévu. Les négociations d'Évian, amorcées en 1961 pour mettre fin à la guerre d'Algérie, ainsi que la rétrocession de Tarfaya au Maroc en 1958, ont obligé la France à ajuster sa stratégie. Le «projet Reguibat» perdra progressivement de son sens politique et s'éteindra en 1962, lorsque les tribus concernées refuseront la souveraineté algérienne sur la région de Tindouf.

Concernant les mines de fer de Gara Djebilat, la France avait entrepris des démarches diplomatiques pour associer l'Espagne à la société MIFERMA, tentant ainsi de mieux positionner sa stratégie dans la délicate renégociation des frontières et d'intégrer toutes les factions des Reguibat sous son contrôle direct. Ce projet initialement français sera ensuite repris par l'Algérie dans les années 60, illustrant une continuité dans les politiques territoriales malgré les changements d'acteurs régionaux.

La position française sur cette question stratégique a été clairement exposée dans un document diplomatique de l'époque:

«Il n'est pas douteux que le ralliement des Reguibat et leur reprise en main par les autorités françaises du Sahara (OCRS, Algérie) constituent une réponse aux prétentions que le Maroc essaye en ce moment d'affirmer sur le Sahara occidental et sur Fort-Gouraud, c'est-à-dire sur une région qui correspond grosso modo à la «terre Reguibat».

Si cette opération réussit complètement et dure, elle peut être une carte excellente dans notre jeu. Mais elle est loin d'être complètement réussie, un tiers seulement des Reguibat paraissant s'être ralliés jusqu'à présent. D'autre part, il n'est pas certain qu'elle dure: les Reguibat pourraient un jour nous trahir, comme ils trahissent en ce moment les Marocains, avec lesquels ils ne cesseront jamais de garder des contacts. En pareil cas, nous pourrions être amenés à regretter d'avoir incité les Reguibat à se regrouper et de les avoir attirés vers le Nord en les rattachant à l'OCRS et à l'Algérie. Quand leurs tribus dépendaient à la fois de la Mauritanie (c'est-à-dire de l'AOF) et de l'Algérie, on pouvait espérer, en cas de trahison, de garder en main celles de Mauritanie, les plus éloignées du Maroc et les plus proches de Fort-Gouraud. Telle est la pensée de la France d'Outre-mer et la raison qui la conduit à demander que la question soit reprise à l'échelon interministériel.» (Archives diplomatiques de La Courneuve, Direction générale des affaires politiques, Direction d'Afrique-Levant, Note, Dossier problème Reguibat, Maroc 139, 1958-1968)

Ce document illustre clairement les inquiétudes françaises quant à la fidélité à long terme des Reguibat, soulignant leur rôle central et incertain dans le jeu diplomatique et territorial complexe du Sahara occidental.

Cette mise en garde traduit une réalité bien connue des stratèges coloniaux: les alliances tribales sont souvent de circonstance, et leur loyauté ne peut être garantie à long terme. La crainte d'un retournement des Reguibat montre que ce projet tribal relevait davantage de la politique d'illusion que d'une maîtrise réelle du terrain.

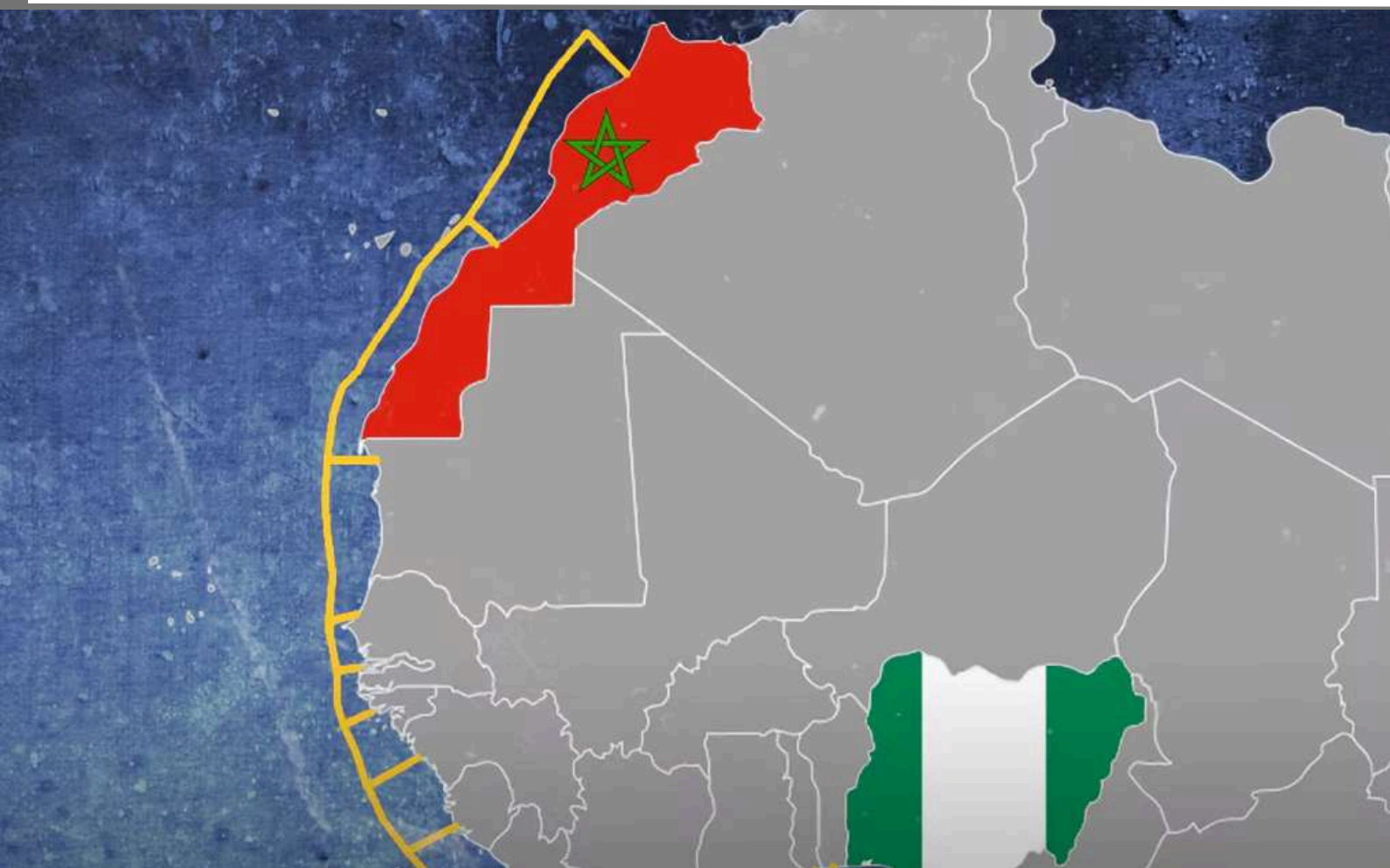
Économie et dissuasion: le levier de Tindouf

Dans un effort pour consolider leur influence, les autorités françaises ont envisagé de déplacer le centre de gravité économique des Reguibat, jusque-là tourné vers le sud marocain, vers la région de Tindouf, alors sous contrôle français. Une note interne propose une approche économique ciblée:

«L'étude des possibilités d'action économique a montré que les Reguibat se rendaient périodiquement à Goulmine où ils étaient assurés de vendre leurs chameaux et où ils trouvaient à s'approvisionner en denrées que le Gouvernement marocain leur procurait à bas prix. Une réunion ultérieure entre les Représentants de l'OCRS, des ministères du Sahara et de la France d'Outre-mer, étudiera les possibilités de déplacer le centre d'attraction économique des Reguibat de Goulmine vers Tindouf, et rédigera à l'intention du président du Conseil un projet d'instructions de cette perspective.» (ibidem)

L'objectif était clair: détacher les tribus de l'orbite marocaine en les intégrant dans un circuit économique contrôlé par Paris, tout en préparant le terrain à une éventuelle présence française prolongée dans le Sahara. Ce projet ne verra pas le jour sous l'égide française, mais il sera partiellement repris par l'Algérie après son indépendance, signe de la continuité des enjeux territoriaux dans cette région charnière.

Rédigé par Jillali El Adnani



# MYSTÈRE ET VULNÉRABILITÉ : DÉCRYPTAGE DE LA PANNE ÉLECTRIQUE MAJEURE DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE

Le 28 avril 2025 restera gravé dans la mémoire collective espagnole et portugaise comme le jour où la modernité s'est brutalement interrompue. À 12h33 précisément, une disparition fulgurante de 15 gigawatts d'électricité en seulement cinq secondes a plongé la péninsule ibérique dans l'obscurité, révélant la fragilité sous-jacente des infrastructures critiques contemporaines. Ce phénomène sans précédent, représentant l'évaporation instantanée de 60% de la consommation électrique, mérite une analyse approfondie non seulement dans sa dimension technique mais également dans ses implications géopolitiques, sociétales et stratégiques.

### L'anatomie d'un effondrement systémique

La brutalité de la rupture énergétique défie l'entendement des spécialistes. En conditions normales, les réseaux électriques modernes tolèrent des variations progressives, orchestrées par des mécanismes sophistiqués d'équilibrage offre-demande. La disparition instantanée de 15 gigawatts représente l'équivalent énergétique d'une amputation massive, comparable à la déconnexion simultanée de plusieurs centrales nucléaires. Les systèmes compensatoires, confrontés à cette hémorragie énergétique, se sont effondrés en cascade selon une logique implacable de préservation des infrastructures.

L'architecture même du réseau ibérique a paradoxalement contribué à l'amplification du phénomène. Relativement isolée du reste du continent européen par les Pyrénées qui limitent les interconnexions physiques avec la France, la péninsule fonctionne comme une île énergétique. Selon des données de Red Eléctrica Española, les interconnexions franco-espagnoles plafonnent à environ 2,8 GW, soit moins de 20% de la puissance subitement disparue. Cette configuration géographique et technique a transformé un incident localisé en catastrophe régionale, démontrant les limites intrinsèques des réseaux contemporains face aux chocs asymétriques majeurs.

### La chronique d'une journée paralysée

La synchronicité parfaite de cette défaillance a provoqué un chaos immédiat. Dans les gares madrilènes et lisboètes, plusieurs trains sont restés immobilisés, transformant des milliers de voyageurs en naufragés ferroviaires. Les autorités aéroportuaires, immédiatement basculées sur générateurs d'urgence, ont dû orchestrer une gestion de crise complexe, entre maintien des systèmes critiques et régulation des flux de passagers désorientés.

L'infrastructure hospitalière, prioritaire dans les protocoles de rétablissement, a maintenu ses fonctions vitales grâce aux groupes électrogènes mais a dû reporter toutes les interventions non-urgentes.



Les télécommunications, temporairement soutenues par des batteries de secours, ont progressivement défailli, isolant davantage des populations déjà désorientées. Le tissu économique n'a pas été épargné. Les chaînes de production industrielle, les services bancaires et les transactions commerciales ont subi un arrêt brutal, générant des pertes estimées à plusieurs centaines de millions d'euros pour chaque heure de panne. La dépendance numérique de l'économie moderne s'est révélée être un talon d'Achille majeur, paralysant instantanément des secteurs entiers.

**La matrice des hypothèses étiologiques**  
Dans sa communication officielle, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a adopté une prudence caractéristique, affirmant qu'"aucune hypothèse ni possibilité" n'était écartée. Cette circonspection diplomatique masque une inquiétude profonde face aux multiples scénarios envisageables, chacun porteur d'implications distinctes pour la sécurité nationale et européenne.

**L'hypothèse technique : l'accident systémique**  
La première explication, privilégiée initialement par les autorités, suggère une défaillance technique majeure. Les réseaux électriques contemporains représentent l'une des structures les plus complexes jamais conçues par l'humanité, où des millions de composants interagissent en temps réel. Cette complexité intrinsèque génère ce que les théoriciens des systèmes nomment des "accidents normaux" - des défaillances catastrophiques émergeant paradoxalement du fonctionnement normal d'infrastructures hypercomplexes.

La synchronisation improbable de plusieurs défaillances indépendantes pourrait expliquer l'effondrement observé. Les grands réseaux électriques, de par leur complexité, peuvent connaître des incidents mineurs fréquents. Une analyse approfondie s'avérera indispensable pour déterminer si de tels incidents, survenus au cours des mois précédents, signalaient une vulnérabilité structurelle sous-jacente ayant pu contribuer à la défaillance majeure.

**L'hypothèse cyber : l'attaque informatique sophistiquée**

La seconde hypothèse, plus inquiétante, évoque une cyberattaque d'une sophistication sans précédent. Les infrastructures critiques énergétiques constituent des cibles privilégiées dans la doctrine offensive de plusieurs puissances étrangères. Les systèmes SCADA (Supervisory Control And Data Acquisition), qui orchestrent les flux d'énergie, présentent des vulnérabilités connues malgré leurs multiples couches de protection.

Une attaque ciblant simultanément plusieurs points névralgiques du réseau pourrait théoriquement provoquer l'effondrement observé. La synchronicité parfaite de la défaillance, sa magnitude précise et l'absence de signes avant-coureurs renforcent cette hypothèse. L'hypothèse cyber, jugée sérieuse, motive une analyse intensive des traces potentielles d'intrusion sur les systèmes critiques. L'enquête devra porter une attention particulière aux signatures numériques qui pourraient être associées à certains acteurs étatiques.

**L'hypothèse physique : l'acte de sabotage coordonné**

La troisième hypothèse envisage un sabotage physique coordonné d'une ampleur inédite. Les infrastructures énergétiques, dispersées sur de vastes territoires, présentent une vulnérabilité inhérente aux attaques physiques. Des actions simultanées contre plusieurs nœuds critiques du réseau pourraient théoriquement provoquer un effondrement similaire à celui observé.

Cette hypothèse, bien que son exécution soit complexe, ne peut être écartée à ce stade. Une opération de sabotage physique coordonné à cette échelle impliquerait nécessairement une logistique considérable et l'intervention d'acteurs ayant une connaissance précise des vulnérabilités physiques du réseau ibérique.

**Les dimensions géopolitiques sous-jacentes**

Cet incident majeur sur le réseau électrique ibérique, d'une telle ampleur et affectant l'Espagne, ne peut être dissocié du contexte géopolitique actuel. Bien qu'une attribution définitive des responsables ou la confirmation de la cause exacte (qu'elle soit technique, physique ou cybernétique) soit une tâche complexe et prenne du temps, étant donné la nécessité d'analyser les données forensiques, les échantillons de logiciels malveillants, les journaux réseau et les preuves physiques, plusieurs facteurs peuvent être pris en compte. Les cyberattaques à grande échelle sont de plus en plus utilisées comme un outil dans les conflits et les rivalités entre États, permettant à des acteurs étatiques et non étatiques de mener des actions perturbatrices avec une relative anonymité.

L'Espagne, de par sa position et ses prises de position sur la scène internationale, notamment son soutien à l'Ukraine et sa position critique concernant la situation à Gaza, pourrait être perçue comme une cible potentielle pour des acteurs cherchant à déstabiliser ou à exercer une influence. Cependant, il est crucial de souligner qu'à ce stade, aucune preuve concluante ne permet d'attribuer cette attaque à un pays ou à un groupe spécifique. L'enquête en cours, menée par les autorités espagnoles en collaboration avec des experts internationaux, vise à identifier les causes précises de cet incident majeur. L'histoire récente a montré que des pannes de courant à grande échelle, comme celle survenue en Ukraine en 2015, peuvent être causées par des cyberattaques sophistiquées ciblant les systèmes de contrôle du réseau. Cette situation souligne la vulnérabilité des infrastructures critiques interconnectées face aux menaces numériques et l'importance d'une vigilance constante dans un paysage cybernétique en évolution rapide.

**Les implications pour la sécurité énergétique européenne**

Cet incident majeur soulève des questions fondamentales concernant la résilience des infrastructures critiques européennes face aux menaces contemporaines. L'interconnexion progressive des réseaux nationaux, pilier de la stratégie énergétique européenne, présente un paradoxe sécuritaire : elle améliore la stabilité face aux perturbations mineures mais peut potentiellement amplifier la propagation des défaillances majeures.

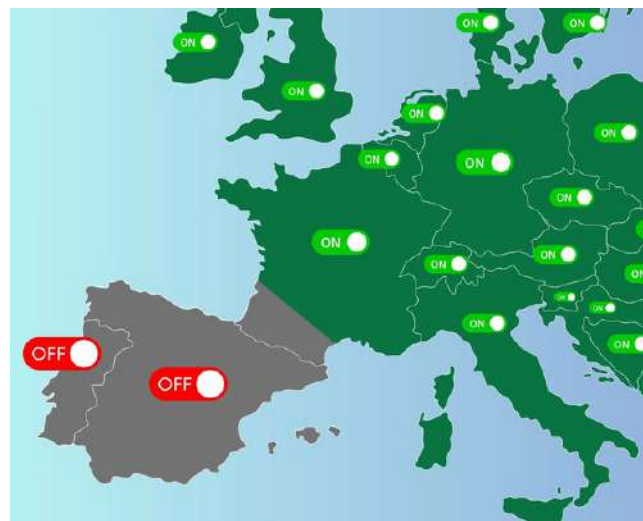
Au-delà des aspects techniques, cette crise révèle la nécessité d'une gouvernance énergétique européenne renforcée. Les protocoles de coopération transfrontalière, la mutualisation des capacités de réponse aux crises et l'harmonisation des standards de sécurité constituent désormais des priorités stratégiques incontournables.

La remise en service progressive du réseau illustre la complexité technique du redémarrage d'infrastructures électriques à grande échelle. Contrairement aux perceptions communes, un réseau électrique ne se "rallume" pas comme une simple ampoule. Le processus, appelé "black start" par les spécialistes, nécessite une orchestration minutieuse pour éviter les surcharges et les oscillations destructrices.

Cette restauration séquentielle explique les disparités géographiques observées dans le retour à la normale, certaines régions bénéficiant d'une proximité avec les points de redémarrage initiaux. Le caractère méthodique et nécessairement progressif de cette restauration contraste avec l'instantanéité de l'effondrement, soulignant l'asymétrie fondamentale entre destruction et reconstruction dans les systèmes complexes.

Cette crise majeure constitue un signal d'alarme pour les décideurs politiques et techniques. Plusieurs axes de transformation émergent des analyses préliminaires :

Le paradigme énergétique dominant, caractérisé par des infrastructures centralisées et hiérarchiques, montre ses limites face aux menaces contemporaines. Une architecture plus distribuée, intégrant des capacités locales d'auto-suffisance transitoire, pourrait significativement renforcer la résilience systémique. Les microgrids, capables de fonctionner en mode isolé tout en restant connectés au réseau principal, représentent une évolution architecturale prometteuse.



La redondance des systèmes critiques constitue un principe fondamental de sécurité, mais sa mise en œuvre actuelle privilégie la duplication de composants similaires. Cette approche offre une protection limitée contre les défaillances systémiques ou les attaques sophistiquées ciblant des vulnérabilités communes. Une diversification méthodique des technologies et protocoles pourrait réduire significativement la surface d'attaque et limiter la propagation des défaillances.

**Les technologies de stockage énergétique émergentes** offrent une opportunité stratégique d'amortir les fluctuations brutales. Des batteries stationnaires à grande échelle, stratégiquement positionnées aux nœuds critiques du réseau, pourraient absorber temporairement les déséquilibres majeurs, offrant un temps précieux pour l'activation des mécanismes compensatoires conventionnels.

La fragmentation institutionnelle actuelle, conséquence des vagues successives de libéralisation, complique la coordination des réponses aux crises majeures. Un modèle de gouvernance hybride, articulant clairement les responsabilités publiques et privées tout en garantissant une chaîne de commandement unifié en situation d'urgence, constituerait une avancée significative.

### Conclusion

L'effondrement électrique ibérique du 28 avril 2025 transcende la simple défaillance technique pour révéler les vulnérabilités profondes des sociétés hyperconnectées contemporaines. La disparition instantanée de 15 gigawatts représente une discontinuité historique dans notre conception de la sécurité énergétique, imposant une réévaluation fondamentale des paradigmes établis.

Alors que les investigations se poursuivent pour déterminer l'origine précise de cette catastrophe, ses enseignements façonneront indubitablement les architectures énergétiques futures. L'intégration harmonieuse des innovations technologiques, des transformations institutionnelles et des adaptations sociétales déterminera la capacité des sociétés modernes à maintenir leur fonctionnement face aux perturbations majeures, qu'elles soient accidentelles ou intentionnelles.

Dans ce contexte d'incertitude amplifiée, la résilience émerge comme un impératif catégorique, nécessitant des investissements substantiels mais également un changement profond de paradigme : la perfection illusoire des systèmes doit céder la place à l'acceptation lucide de leur vulnérabilité intrinsèque et à la conception méticuleuse de leurs modalités de défaillance. C'est paradoxalement en anticipant l'inévitabilité des crises que nous pourrions en atténuer les conséquences les plus dévastatrices.

**Rédigé par Par Hicham EL AADNANI**



## SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,  
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma)



SCAN ME!

@lodjmaroc



# Benkirane : l'âge de gouverner ou la gouvernance de l'âge ?

**Je pense sincèrement que le PJD vient de perdre les élections de 2026.**

**Un quatrième mandat entre fidélité et risque d'essoufflement**

Le congrès du Parti de la Justice et du Développement s'est refermé sur une scène presque théâtrale : la réélection d'Abdelilah Benkirane à sa tête, dans une ambiance d'école de la démocratie. Et comme toujours avec lui, impossible de traverser la scène politique sans faire des éclats : Benkirane est un homme-orchestre qui, où qu'il passe, transforme l'ordinaire en événement.

Mais cette reconduction, tout autant applaudie que contestée, a réveillé une vieille rengaine : faut-il juger un chef politique à la vigueur de ses idées ou au poids des années ? Parmi les critiques, un refrain lancinant revient : Benkirane serait désormais "trop vieux" pour rester au-devant de la scène.

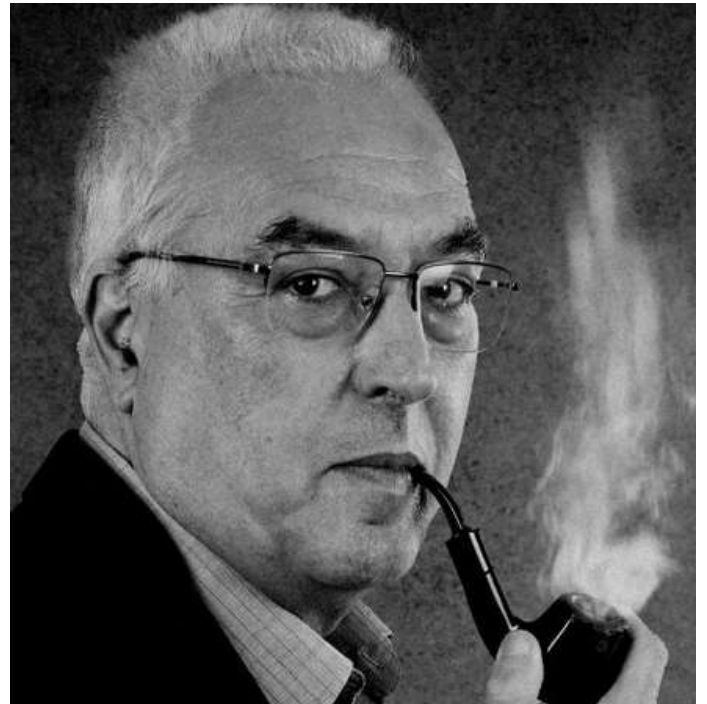
À cela, il faut répondre sans faux-semblants : en politique, l'âge biologique est un indicateur aussi insignifiant qu'un numéro de rue. Ce qui compte, ce n'est pas l'âge civil mais l'énergie civique : la compétence, la capacité à inspirer, la richesse du réseau et l'expérience du terrain. À quoi bon exiger une carte d'identité quand c'est la carte du talent et de l'engagement qui doit primer ?\*

**Mais défendre ce principe n'interdit pas de poser une question légitime : que signifie réellement un quatrième mandat pour Abdelilah Benkirane ?** À force de rejouer les mêmes partitions, même les plus grands chefs d'orchestre finissent par lasser leur public. La longévité politique, si elle n'est pas accompagnée d'une capacité renouvelée à écouter, innover et rassembler au-delà de son cercle historique, risque de tourner à la conservation d'un capital usé plutôt qu'à son rayonnement. Or, dans un pays jeune, avide d'idées neuves et de visages moins marqués par les batailles d'hier, la reconduction de Benkirane ressemble davantage à un repli nostalgique qu'à un élan vers l'avenir. La fidélité des militants est une force, mais elle peut aussi devenir une cage dorée, où l'on célèbre la figure du chef sans s'interroger sur la dynamique collective qu'il devrait insuffler.

**Certes, certes .....**

Les grands laboratoires de la démocratie mondiale nous en offrent d'ailleurs un contre-exemple éclatant : aux États-Unis, l'homme le plus puissant du monde a franchi le cap des 80 ans ; à Pékin, Xi Jinping caracole au sommet à 75 ans ; Moscou n'est pas en reste avec ses 72 ans d'expérience au Kremlin. Et pourtant, ailleurs, d'autres gouvernements s'enorgueillissent de ministres trentenaires ou quadragénaires : preuve que la seule loi en politique est celle des urnes et de la légitimité populaire.

Quant à la question du renouvellement des élites, elle ne peut être réduite à une opération cosmétique de lifting générationnel au sommet.



Le véritable renouveau naît du frottement, du compagnonnage au sein des structures : bureaux politiques, conseils nationaux, sections locales... C'est en grimpant les échelons, en forgeant ses convictions au feu de la responsabilité, que l'on construit l'alternance de demain.

Regardons d'ailleurs la carte d'identité de nos dirigeants politiques au Maroc : la majorité évolue dans les soixante-dix ans. De rares exceptions plus jeunes confirment cette règle d'une classe politique où "l'expérience !" reste, pour l'heure, la boussole principale.

Au Maroc, nombreux sont les dirigeants de partis politiques qui semblent avoir fait leur cette devise non écrite : « J'y suis, j'y reste... parce que je suis le seul à comprendre le système ! » Chaque congrès devient alors moins un moment de respiration démocratique qu'une formalité pour reconduire l'inamovible chef, persuadé que sans lui, tout s'effondrerait. Une étrange fidélité qui confond souvent l'expérience avec la certitude absolue, et la maîtrise des rouages avec l'exclusivité du destin politique.

Alors, plutôt que de compter les années de Benkirane comme on compte les bougies sur un gâteau, mieux vaudrait compter — et débattre — des idées qu'il continue de porter auxquelles il est de plus en plus difficile à la jeunesse marocaine d'y adhérer. Je pense sincèrement que le PJD vient de perdre les élections de 2026.

**Rédigé par Adnane Benchakroun**

## ABDELILAH BENKIRANE RESTE, CERTAINS PESTENT, MAIS LE PJD REVIENT...

Et le PJD se normalisa. Abdelilah Benkirane succède à Abdelilah Benkirane à la tête d'un parti au fonctionnement indéniablement démocratique mais qui pâtit de ne pas être peuplé de démocrates mais de fans et de groupies de l'ancien/nouveau (futur ?) secrétaire général du PJD. Après un premier tour serré, très serré entre M. Benkirane et Driss el Azami el Idrissi (3 voix de différence), le premier a creusé l'écart avec le second au tour suivant. Cette élection n'est pas une bonne nouvelle non plus pour le chef du gouvernement Aziz Akhannouch.

Abdelilah Benkirane aura donc choisi de rester mais sans le déclarer, les règles du PJD – comme celle du Saint-Siège, actualité oblige – ne prévoyant pas de candidature spontanée ; mais une personne portée par le congrès et nommée à son insu peut décliner et se retirer, laissant la place à de plus jeunes, plus technos, plus consensuels dirigeants. M. Benkirane, 71 ans, aurait pu agir ainsi quand, à l'issue du premier tour, il avait constaté qu'avec 163 voix, il ne devançait son ancien ministre du Budget et ancien maire de Fès que de trois petits suffrages. Réélu secrétaire général avec 974 voix (sur 1.402) contre 374 pour M. el Idrissi, ce résultat indique pourtant au sortant qu'il ne fait plus unanimité. Et donc, par la force des choses et de la logique, le second devient 1er adjoint au secrétaire général ; laissant le leadership tonitruant au chef, le sous-chef deviendrait donc la tête pensante et agissante du PJD.

Mais au-delà de la « crise » de leadership du parti qui n'aura pas su faire émerger une nouvelle génération, et cela est marqué par la présence d'anciennes figures un temps escamotées, avant de retourner sous les projecteurs (MM. Moatassim, Yatim, Amekraz, Bouqariï, Khalfi, Mme Maelainine...), la question de savoir « pourquoi re-Benkirane ? » mérite d'être posée. En effet, l'ancien chef du gouvernement avait accepté de reprendre les rênes du parti en lambeaux, ne tenant que par le poil d'une barbe et le fil d'un voile, après la calamiteuse période Elotmani, caractérisée par un maintien du PJD au gouvernement sous écrasante domination RNI, l'accord pour les relations avec Israël, des dissensions internes... M. Benkirane aura réussi, depuis 2021, à empêcher que le paquebot tanguant ne sombre dans les flots tumultueux et passablement fangeux de la politique marocaine ; aujourd'hui, il devra le redresser et le mettre en ligne pour les élections à venir. Le succès éclatant du congrès aura prouvé que cela est possible, et Aziz Akhannouch serait en droit de s'inquiéter, car Abdelilah Benkirane, ancien chef du gouvernement, sait... Il sait et, le moment venu, il ne se gênera pas pour dire ce qu'il sait. Et si ce qu'il sait est su, cela créera bien des problèmes au chef du gouvernement actuel. Il est inconvenant, donc, comme le font nombre d'observateurs, d'insulter l'ancien chef du gouvernement, de le moquer pour ses attitudes humbles (mais populistes et ô combien électoralistes), de l'éreinter pour sa retraite confortable (il ne s'est ni enrichi pas plus qu'il n'a bénéficié d'un conflit d'intérêt lors de son passage à la présidence du gouvernement)...



Cet homme fut, justement, chef du gouvernement ; il a représenté le Maroc, qu'on le veuille ou pas. L'insulter ou le rabaisser est indigne de notre pays et nous lèse tous. Mais, pour autant, il devrait, quant à lui, se limiter à son rôle politique et ne pas empiéter sur le domaine religieux ; il est leader politique, pas dignitaire ou exégète religieux. Il exprime son avis comme il en a le droit, mais il doit accepter et écouter celui des autres sans les excommunier ou les qualifier de traîtres ou, plus prosaïquement, les insulter. Cela le disqualifie moralement et le discrédite politiquement.

Quant au congrès en lui-même, il aura montré une capacité du PJD à comprendre les critiques. Aucune délégation du Hamas, par exemple, n'était à Bouznika ; s'il est vrai que c'est parce que les leaders du groupe palestinien n'ont pas reçu de visa d'entrée au royaume, alors le gouvernement aura singulièrement aidé le PJD à se défaire de cette « patate chaude » et à en tirer des bénéfices politiques et électoraux. En outre, s'il se confirme que le ministère de l'Intérieur n'a pas versé au PJD sa contribution à l'organisation du congrès, alors le gouvernement aura encore une fois aidé le parti à se mobiliser et à se solidariser – à l'occasion à se victimiser – pour compenser la subvention publique. En outre, enfin, dans les travées du congrès, la Palestine était fortement présente, jusques-y compris, avec un certain excès, à travers tous ces keffiehs noués sur les épaules des congressistes ! La Palestine était donc fortement présente, mais comme la question de notre intégrité territoriale même si, oui, absolument, ces deux questions qu'on présente comme d'égale importance pour le Maroc ne le sont pas ! Les gens du PJD devraient enfin et définitivement l'admettre. Gaza oui, sans aucun doute, mais Casa et Taza aussi, quand même, un peu plus même.

Et maintenant ? Le PJD a-t-il vraiment une chance de revenir en pole position aux législatives 2026 ? La réponse dépend de l'électorat. Au pic de sa puissance, le parti n'a pas dépassé les 2 millions de suffrages, sur une masse électorale de plus de 15 millions de personnes. Ces électeurs sont nos compatriotes ; les insulter, les mépriser ne conduit à rien, sauf à diviser une société connue pourtant pour son unité ; leur force est dans leur unité et leur mobilisation, contrairement aux 13 autres millions d'autres électeurs qui, unis ou rationalisés, relègueraient le PJD dans les tréfonds des urnes. Las... Dans les prochains mois, M. Benkirane fera donc certainement du Benkirane, mais il devra se départir de sa posture provocatrice et à l'occasion outrageuse et outrancière, pour adopter une attitude plus politique, et le RNI, qui piaffe pour se maintenir, mettra le paquet avec sa tornade bleue. La Lanterne rallumée consumera-t-elle la Colombe abîmée et sa traînée bleue ? Peut-être que oui, peut-être que non, mais les deux s'affaibliront et sans doute même s'annuleront.

Le PJD de M. Benkirane, en 2026, devra revoir à la hausse ses chances mais à la baisse ses ambitions ; il remontera, grâce à son chef, mais pas assez haut, à cause de son chef. Il devra dès maintenant s'adapter aux nouvelles contraintes géopolitiques, se repenser mais aussi penser à une alliance, voire même un amarrage, à cet autre parti conservateur mais moderniste, techno avec des embardees conservatrices, qu'est l'Istiqlal... l'Istiqlal avec ses alliés naturels de la Koutla.

Aujourd'hui, pour demain, pour cette très critique période 2026-2031, le risque (pour ne pas dire le péril) ne viendra pas, plus, du PJD, comme on le dit bien souvent, mais du RNI, comme on l'oublie trop souvent...

**Rédigé par Aziz Boucetta**



## LES HOMORROIDES DU POUVOIR...

Le parti islamiste du PJD vient d'élire son nouveau secrétaire général. Ce ne sera ni un jeune militant ni une nouvelle tête qui arrivera à la tête du parti des frères musulmans locaux. Mais un ancien, vieux briscard de la politique et « N » fois patron du parti : Abdelilah Benkirane.

Décidément la démocratie au sein de ce parti, comme au sein des autres d'ailleurs, souffre du mal du siège éternel. Le chef refuse toujours de partir. Il veut rester le plus longtemps possible chef. Les hémorroïdes du pouvoir sans doute. Ça démange tellement le derrière des leaders politiques, qu'ils refusent de céder leur place à d'autres prétendants. Pire, ils estiment qu'ils sont les seuls aptes à pouvoir diriger leurs partis et que sans eux, celui-ci disparaîtrait immanquablement.

On pensait que le PJD était fait d'une autre glaise et qu'il allait montrer l'exemple face aux autres partis. Que Nenni ! Benkirane aime tellement le pouvoir qu'il tuerait le premier prétendant au poste de Secrétaire général, juste pour y demeurer éternellement. On a vu comment il a dézingué Ramid, Rabah et Othmani !

Il a très bien compris, qu'au pays des Sultans, le pouvoir ne se partage pas !...

Sauf que ni Benkirane ni les autres chefs de partis ne sont des Sultans, même s'ils adorent les atours et le faste des monarques. J'y suis, j'y reste ! Fhemtni Oulla Lla ?...

Pourtant Benkirane s'entête à vouloir rester à la tête de son parti. Il n'a pas compris, ou ne veut pas comprendre, que le Makhzen ne veut plus de lui ni de son parti. Il a servi d'alibi à un moment donné en 2011 et puis il a été jeté comme un kleenex usagé, par le système. Il a cru le bougre, qu'on l'avait choisi pour sauver le pays lors du printemps arabe ! D'ailleurs il n'a pas arrêté de le seriner à longueur des discours populistes qu'il affectionne. Il n'a pas compris comme d'autres que en dehors de la monarchie, personne n'est indispensable au Maroc, quel que soit son degré de vanité...

De plus, depuis le décès de son compagnon Abdallah Baha, Benkirane ne maîtrise plus son verbe et ne cesse de dire des conneries sur tous les sujets qu'il aborde, ce qui a eu l'heur d'exaspérer fortement le Makhzen, qui a décidé de se passer de lui...

C'est pour cela que le choix s'est porté sur Othmani à la Primature, avant de zapper tous les zoghbus du parlement, pour n'en laisser que 12 nains poilus siéger à la première chambre...

Ce fut donc un congrès sans surprises donc, où les lièvres Idrissi Azami et Bouanou ont joué les factotums de service contre Benkirane en se présentant contre leur père spirituel, histoire de dire que les règles démocratiques sont respectées. Ça la foutait mal de devoir être le seul candidat à se présenter à l'élection.



Il faut sauvegarder les apparences, même si la « Démocrature » est de rigueur dans tous les partis et pas seulement au PJD...

Mais pour un parti qui se dit populaire et contenant le plus de membres, il n'y a eu que 1402 votants au congrès, Benkirane ayant eu 974 voix contre 374 pour Azami Idrissi et 42 pour Bouanou...

Il faut dire que cette fois ci, peu de délégués ce sont déplacés ou ont tout bonnement disparu depuis les dernières élections où le parti est passé de plus de 110 sièges au parlement à 12 sièges...

Les patrons des autres partis étaient présents en l'absence de ceux de la majorité gouvernementale, avec lesquels Benkirane reste très fâché. Pourtant, s'il compte revenir un jour au pouvoir, il devra composer avec eux, si toutefois son parti est invité à le faire, ce qui est loin d'être évident. Mais au Maroc, rien n'est impossible et les ennemis d'aujourd'hui deviennent demain, copains comme cochons, comme par enchantement...

Benkirane dans son discours d'investiture à vie, a fustigé le ministère de l'intérieur qui l'aurait privé de la subvention pour organiser son congrès, pour d'obscures raisons, qu'il n'a pas expliquées. Il a dit aux congressistes que c'était la première fois qu'ils se réunissaient grâce à l'argent du PJD et non à celui du Makhzen... Faut faire gaffe ! Ce genre de déclarations s'enregistrent et sans la mansuétude du Makhzen qui a voulu que le PJD existe en tant que parti politique, ses adhérents et « mourides » seraient encore à se réunir dans des cafés glauques à Sidi Bennour ou dans des cabines téléphoniques...

Toutefois le fait d'inviter un chef de parti mauritanien membre des frères musulmans et surtout ayant déclaré son soutien au polsario à maintes reprises, a été une erreur de la part du Marabout du PJD. L'intégrité du pays et la défense de la nation sont plus sacrés que des considérations fraternelles avec les frères musulmans d'où qu'ils viennent. Faut pas jouer avec ça Ssi Benkirane !

Déjà que l'on ne voit pas beaucoup les islamistes sortir défendre l'intégrité territoriale du pays préférant défendre gaza, il ne faut pas en plus inviter nos ennemis chez nous ! Il y'a des limites que l'on ne transgresse pas !

Maintenant, est-ce que le PJD a encore un venir politique ?

Je ne le crois pas, d'autant plus que son allié putatif qu'était Al Adl Wa Al Ihsane en 2011, s'est détourné de lui et a certainement fait perdre le PJD aux dernières élections, beaucoup plus, que le quotient inventé par les hiérarques du ministère de l'intérieur pour l'affaiblir. Il est important de garder en tête qu'aujourd'hui que Al Adl reste la première force d'opposition au Makhzen, loin, très loin, de tous les partis de l'ancienne Koutla et des autres forces d'opposition du pays.

Cette secte islamiste, créé par Abdeslam Yassine, un ancien instituteur en rupture de ban avec la confrérie des Boutchichis de Madagh, continue à mobiliser des centaines de milliers de personnes au Maroc et à l'étranger, émettant des avis et communiqués politiques tout en refusant de se constituer en parti. C'est Al Adl qui continue à mobiliser en masse pour les manifestation pour Gaza à travers le pays. On a vu la dernière manifestation aux abords du port de TangerMed il y'a quinze jours encore. Il cherche l'affrontement avec les autorités pour se faire passer en victime à l'international, mais n'y arrive pas, vu l'intelligence des forces de l'ordre de ne jamais répondre à ses provocations.

Bref, on va continuer à se taper les sorties de route de Benkirane, 4 ans de plus, à partir de son salon du quartier des orangers, à ruminer son aigreur d'avoir été viré de la primature par son ennemi intime, Aziz le pompiste...

La réélection de Benkirane nous renseigne encore une fois que les choses ne sont prêtes à changer au bled et que les chefs politiques ne veulent pas faire place nette aux jeunes générations et aux nouvelles têtes, accrochées aux sièges de chefs de clans, quitte à en développer les hémorroïdes du pouvoir....

**Rédigé par Rachid Boufous**



# La Main Invisible au Maroc : Quand le marché des carburants se cache

Alors que les prix des barils de pétrole à l'international chutent de manière spectaculaire, le marché local des carburants reste figé, avec seulement quelques variations insignifiantes de prix, souvent inférieures à 50 centimes. Cela soulève la question : s'agit-il d'une anomalie du marché incapable de s'ajuster aux fluctuations mondiales du pétrole, ou d'une stratégie monopolistique mise en place par une oligarchie influente ? Il est pertinent de rappeler la célèbre théorie d'Adam Smith, qui évoquait l'existence d'une main invisible pour réguler les marchés. Cependant, dans ce cas, il semble qu'il y ait effectivement une main, mais ce n'est pas celle d'Adam Smith, mais plutôt celle d'Adam le Rbati.

L'ombre de la main invisible, ce concept cher à Adam Smith, plane sur le Maroc, mais son action semble bien singulière dans le domaine des carburants. Alors que les cours du pétrole brut s'effondrent sur les marchés internationaux, les consommateurs marocains, eux, ne perçoivent qu'une brise légère, une illusion d'économie. L'essence et le diesel, ces sèves vitales de notre économie, résistent à la baisse, défiant toute logique économique.

Mais où se cache donc cette main invisible qui, au lieu de réguler, semble orchestrer une danse macabre ? Pourquoi les prix à la pompe, loin de s'aligner sur la chute des cours mondiaux, affichent un entêtement suspect ? Questionnons l'opiniâtreté des importateurs, ces gardiens autoproclamés d'un marché opaque. Est-ce l'avidité, la spéculation, ou d'autres forces obscures qui dictent leurs décisions ?

L'absence de la Samir, la raffinerie de Mohammedia, est une blessure béante dans le corps énergétique de la nation. Privés de cet atout, nous sommes à la merci des fluctuations internationales, otages d'une souveraineté énergétique fantomatique. Le silence assourdissant des autorités face à cette situation est plus qu'inquiétant.

Mais au-delà de l'inertie. La volonté politique, cette boussole qui devrait guider la nation, semble étrangement défaillante. Et si, par un funeste hasard, le chef du gouvernement, lui-même magnat des carburants, était le gardien d'un système où les intérêts privés se confondent avec l'intérêt général ? La connivence, ce cancer des démocraties, serait-elle parvenue à gangrener ce secteur vital ?

Le silence des médias, le mutisme des politiques, tout converge vers une même conclusion : le Maroc est le théâtre d'un scandale qui défie l'entendement. La main invisible, dans ce contexte, semble moins guider le marché que le manipuler, au détriment des citoyens et au profit d'une poignée de privilégiés..

Face à ce désolant spectacle, les Marocains, désabusés par un jeu politique devenu stérile, n'accordent plus foi aux partis. Toute tentative de leur faire confiance semble vaine, synonyme de désillusion et de perte de temps. Les promesses s'envolent, les discours se dissipent, et le peuple se retrouve seul face à une réalité de plus en plus dure.



Pourtant, au cœur de ce désordre, une constante demeure : la monarchie. C'est vers elle, vers leur Roi, que les Marocains tournent leurs regards, nourris d'espoir et de confiance. Car au-delà des querelles partisans et des intérêts personnels, la monarchie représente l'unité, la continuité et la stabilité du pays. Elle incarne l'ultime recours, celui capable de restaurer la justice et de mettre un terme à l'injustice qui gangrène le système.

Mais le tableau serait incomplet sans évoquer l'absence d'une véritable force d'opposition, capable de contester efficacement les décisions et de défendre les intérêts du peuple. Où sont les élites, celles qui devraient faire leur travail avec courage et intégrité ? Le constat est amer : le Maroc souffre d'un manque de régénération de ses élites, et les mêmes visages, les mêmes leaders politiques, semblent bien ancrés dans le paysage, prisonniers d'un contexte et d'un système qui les dépasse. Il est grand temps de briser ce silence, d'exiger la transparence, et de restaurer la confiance dans un système qui semble avoir perdu toute boussole morale.

"Ne serait-il pas urgent aujourd'hui de repenser le modèle de gouvernance des partis politiques et des syndicats, afin de les sortir de cette léthargie structurelle ? Certes, les résistances au changement resteront fortes, et ce, pour une raison simple : l'élite actuelle tire pleinement profit de la situation

Comme le rappelle sagement l'adage, un peuple qui ignore son histoire risque de la revivre. Espérons qu'il ne s'agira pas, cette fois encore, d'une révolte sociale comme celle du Koumira qui a secoué Casablanca au début des années 1980.

A bon entendeur

Rédigé par Par Bouchikhi Marouane

## TIRS GROUPÉS CONTRE LA PROCÉDURE PÉNALE... OUAHBI 'MA RDACH' ET SE LÂCHE

On peut dire que les institutions nationales marocaines fonctionnent bien, le gouvernement (avec sa chambre des représentants, des conseillers, et d'enregistrement) formant l'exception qui confirme cette règle. Quand l'exécutif décide une chose indue, publie des résultats triturés ou s'engage sur une voie douteuse, tous les sigles s'y mettent et tirent la sonnette d'alarme, CESE, HCP, CC (Concurrence, ou Comptes), CNDH, BKaM, INPPLC. Ce fut le cas pour l'inflation, l'éducation, le conflit d'intérêt, les comptes publics et aujourd'hui, c'est le cas pour Code de procédure pénale. Me Abdellatif Ouahbi devra être plus convaincant pour passer son fameux et affligeant article 3.

Que dit cet article ? Il limite l'initiation des enquêtes sur la corruption ou la saisine/auto-saisine de la justice à certaines institutions publiques, privant ainsi la société civile et les citoyens de leur droit de dénoncer des actes de corruption ou de détournement de fonds publics. Pour Abdellatif Ouahbi, l'article 3 consacre l'entre-soi de la classe politique et de la gente administrative ; selon le ministre de la Justice, avocat dans sa vie antérieure et peut-être aussi postérieure, les affaires de famille doivent rester en famille. Famille politique, s'entend... Même pour les grands hommes, il n'est pas de petites vilénies.

Contacté par plusieurs observateurs des milieux médiatiques et politiques, Me Ouahbi s'insurge avec véhémence contre tous ceux qu'il considère comme délateurs, et qu'il voit en grande partie comme des maîtres-chanteurs qui consultent des rapports de la Cour des Comptes et exercent sur cette base des pressions et des menaces contre les élus supposés véreux. Parmi ses arguments, celui-ci : si tout le monde peut ester contre tout le monde, les partis ne trouveront plus de candidats aux élections et, s'ils le sont et qu'ils soient attaqués en justice, ils devront passer le plus clair de leur temps à se défendre en justice et non pas à gérer les affaires publiques. C'est beau comme un ours blanc sur la banquise, mais c'est regrettable de la part d'un ministre de la Justice, qui plus est juriste... Mais si le danger consiste à ne plus trouver de candidats, ce qui supposerait qu'ils ne sont pas très recommandables, on risque un danger plus grand en empêchant les citoyens de signaler des abus ou des indécidables, et c'est celui de ne plus trouver d'électeurs !

Et ainsi donc, les choses allaient, suivant leur cours tumultueux, mais sécurisé par la très confortable majorité silencieuse de députés mutiques. Après le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite que Me Ouahbi refuse de définir légalement et d'encadrer juridiquement, voici le moment venu de verrouiller l'impunité ! Aucune personne de la société civile, morale (association) soit-elle ou physique (citoyens), ne saurait saisir la justice pour dénoncer un élu supposé véreux ; fermez le ban et l'arrière-ban, circulez, y a rien à voir !



Pour justifier sa ténacité à refuser aux gens le droit d'aller en justice, Me Ouahbi assène ceci : « Je ne dis pas qu'il n'y a pas de corrompus au Maroc. Il y en a. Mais cela ne signifie pas que l'on va sacrifier notre démocratie ou notre droit à la participation politique ! ». Là aussi, c'est beau, mais c'est précisément en surprotégeant des élus qui ne le méritent pas que Me Ouahbi sacrifiera « notre démocratie » et même notre envie d'une quelconque participation politique...

Alors, qui a raison, le ministre de la Justice ou la vox populi qui s'insurge contre cet article 3 tel que présenté par le gouvernement ? Il semblerait que ce soit la vox populi, relayée par – excusez du peu – le CESE, l'INPPLC et le CNDH.

Que dit le CESE sur la question de la saisine de l'article 3 ? Il recommande de « veiller à l'effectivité du dispositif existant permettant aux personnes physiques et morales de déposer des dénonciations et des plaintes portant sur les infractions administratives et financières, auprès de l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption, habilitée à enquêter, investiguer et, le cas échéant, à saisir le ministère public ». C'est clair.

Que dit l'INPPLC cet article 3 ? Il affirme que limiter la saisine de la justice contre les crimes portant sur l'argent public aux seuls procureur général sur la base d'un signalement de la Cour des comptes ou d'une demande des Inspections compétentes est « une entorse flagrante à l'esprit et aux buts de la constitution et un écart par rapport aux dispositions de la convention de l'ONU sur la lutte contre la corruption qui recommande d'élargir le concept de dénonciateur à toute personne pouvant rapporter de tels crimes, morale soit-elle ou physique, et dans le sens le plus large ». C'est encore plus clair.

Que dit le CNDH sur la même question ? Il recommande « que le ministère public conserve sa pleine capacité à engager des enquêtes en matière d'atteinte aux deniers publics, sans être tributaire d'un signalement préalable par une instance de contrôle (...), et que soit supprimée l'exigence d'une autorisation préalable du ministère de la Justice pour permettre aux associations d'agir en justice, en remplaçant la notion de reconnaissance d'utilité publique par un critère d'aptitude légale basé sur l'objet statutaire de l'association ». C'est définitivement clair.

Clairement vexé, piqué au vif, acculé dans les cordes, Me Ouahbi a réagi comme... Me Ouahbi. Il s'est rué à toute vapeur sur les trois organismes, cognant en affirmant que « les institutions constitutionnelles n'avaient pas le droit de s'ingérer dans les affaires de la législation, mais disposaient uniquement de la compétence de donner leur avis. Elles devraient respecter le champ de leurs prérogatives ». Cette réaction porte un nom : botter en touche et faire diversion, ou déployer une vision totalitaire et la novlangue qui va avec.

Il n'est en effet pas dans l'objectif ni même dans l'idée des trois institutions de contrôle et de bonne gouvernance de se substituer au parlement et au vote législatif. Il est seulement question de remplir leur rôle consultatif, par saisine ou auto-saisine, d'apporter leur contribution, de remettre les choses à leur endroit. Une institution peut se tromper, mais pas trois !

Me Abdellatif Ouahbi, et le gouvernement avec lui, sont libres de tenir compte, ou non, de ces trois avis. S'ils le font, la logique constitutionnelle serait alors respectée ; s'ils refusent de prendre en considération les objections de ces trois institutions, alors ils devront répondre à cette question : A quoi servent les organes constitutionnels comme le CESE, le CNDH ou l'INPPC, et pourquoi s'en encombrer ? La question est d'autant plus pertinente qu'avec le gouvernement Akhannouch, le HCP a été décrié, la banque centrale houspillée, le Conseil de la concurrence démantelé et reconstruit...

Il est temps, plus que temps, de se poser les bonnes questions sur la gouvernance institutionnelle de ce pays. Et d'attendre fébrilement les prochaines élections.

**Rédigé par Aziz Boucetta**



# NOUVELLE PROCÉDURE PÉNALE : RÉFORME OU RÉVOLUTION À HUIS CLOS ?

Avocats en état d'alerte : le droit de défense en ligne de mire !

La réforme du Code pénal au Maroc soulève la colère des avocats : entre droits rognés et procédures floues, la justice est-elle en train de basculer ?

Une réforme technique aux allures de casse-tête juridique Réformer la justice pénale au Maroc, c'est comme ouvrir une boîte de Pandore en pleine séance parlementaire. La réforme du Code de procédure pénale, déposée dans les travées de la Chambre des Représentants, ne compte pas moins de 330 pages. Un véritable pavé juridique, que les députés de la Commission de la Justice s'efforcent de digérer page après page. Derrière la technicité des termes se cache une refonte capitale : celle du parcours pénal de tout citoyen, de l'arrestation jusqu'au verdict.

Pourtant, malgré l'ambition affichée d'humaniser la justice, les premières lignes du texte provoquent l'irritation croissante d'un acteur central : l'avocat.

L'ironie est là : une réforme qui prétend renforcer les droits des accusés, et qui se voit accusée... de les restreindre. Le ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi, défend corps et âme un projet qu'il estime juste, réformateur et équilibré. En face, l'Association des Barreaux du Maroc (ABAM) dénonce ce qu'elle considère comme une "contre-réforme". Entre les deux, une bataille d'interprétations où le diable ne se cache pas seulement dans les détails, mais dans la logique même du texte.

Prenons un exemple concret : l'accès de l'avocat à son client pendant la garde à vue. Dans la nouvelle mouture, le défenseur peut intervenir dès la première heure... sauf si le Parquet en décide autrement. Résultat : une réforme qui semble octroyer un droit, tout en le reprenant d'une main invisible. Plus troublant encore, la visite de l'avocat est strictement limitée à 30 minutes, et l'enregistrement des interrogatoires est réservé uniquement aux cas passibles de plus de cinq ans de réclusion. Un avocat au barreau de Rabat, alerte sur un danger majeur : « En réduisant l'enregistrement à un simple extrait, on mine la preuve et la transparence ».

Et que dire de la toute-puissance des procès-verbaux de la police judiciaire ? L'article 290 modifié entérine une vérité difficile à contester : ce sont encore et toujours les PV de police qui dictent la ligne du juge. Peu importe les preuves présentées par la défense, « le PV reste la parole sacrée du tribunal », glisse un avocat désabusé. Omar Benjelloun résume la frustration de ses confrères : « 90 % des décisions judiciaires reposent sur un document que l'on ne peut même pas contrer efficacement ».

Ajoutez à cela une nouveauté qui fait grincer des dents : les caïds et les khalifas pourront désormais établir des procès-verbaux valables devant la Justice. Autrement dit, le cercle des "rédacteurs de vérités officielles" s'élargit, au grand dam de la défense.



Sur un autre front, celui de l'instruction judiciaire, la réforme sonne comme une rétractation : le juge d'instruction, déjà rare, devient presque optionnel. En vertu de l'article 83, on peut passer de la garde à vue au procès sans véritable enquête judiciaire, ce que dénonce l'ancien bâtonnier Me Jamaï comme une faveur faite au Parquet, sous couvert de célérité judiciaire.

La communication judiciaire, elle aussi, entre dans une nouvelle ère. Pour la première fois, le Ministère Public pourra s'exprimer publiquement via un porte-parole. Si la mesure vise à lutter contre les rumeurs, certains avocats y voient un quasi-monopole de la parole. « Une justice qui parle, oui, mais à une seule voix ? », interroge ironiquement un avocat de Casablanca.

Derrière les discours lissés, c'est donc un nouvel équilibre des forces qui se joue. Le Parquet prend du galon, la police garde son pouvoir probatoire, et les avocats... s'inquiètent d'être réduits au rôle d'observateurs frustrés. Une chose est sûre : sous ses allures techniques, cette réforme est profondément politique. Et chaque alinéa compte, car il redessine la frontière entre accusation et défense, transparence et opacité, justice et justice expéditive.

Une réforme d'une telle ampleur méritait un consensus, pas une fracture.

En l'état, elle risque d'accroître la défiance entre les acteurs du système judiciaire, alors qu'elle devrait au contraire les rapprocher autour d'une même exigence : garantir un procès juste. L'urgence n'est pas d'accélérer les procédures, mais de restaurer la confiance dans l'institution judiciaire, au service du citoyen, pas de l'appareil seulement.

Rédigé par adnan benchakroun

# Sahara marocain : L'ultime épreuve de vérité pour l'ONU

Depuis des décennies, l'Algérie instrumentalise sans relâche un conflit artificiel qui aurait dû, sous le poids du temps et de la vérité historique, s'éteindre de lui-même : celui du Sahara marocain. Trop de patience, trop de silence. Alors que les grandes puissances du monde ont, l'une après l'autre, clarifié leur position, l'ONU n'a désormais plus le luxe de l'ambiguïté.

Elle se doit d'assumer, sans détour ni complaisance, son rôle historique : rendre justice à la souveraineté marocaine, bafouée par des décennies de manœuvres dilatoires.

Or il est des conflits que l'histoire aurait dû ensevelir, si ce n'était l'acharnement cynique de certains régimes. Le dossier du Sahara marocain en est l'exemple le plus éclatant : plus de quarante ans d'intrigues, de duplicité et d'aveuglement volontaire ont figé une situation absurde, nourrie non par l'aspiration des peuples, mais par les intérêts étroits d'un pouvoir algérien en quête d'alibis. Dès l'origine, le conflit n'a jamais été une noble quête d'autodétermination. Il est né d'une stratégie froide : celle d'un régime algérien incapable de surmonter ses propres fractures, préférant brandir l'illusion d'un ennemi extérieur pour dissimuler ses échecs politiques, économiques et sociaux.

## Maroc-Algérie : deux visions, deux destins

À l'heure où le Maroc enracine méthodiquement sa souveraineté et élargit son influence internationale, l'Algérie s'enlise dans ses contradictions, ballottée entre dérives diplomatiques, échecs stratégiques et gesticulations numériques. Deux trajectoires irréconciliables s'écrivent sous nos yeux. Aussi la semaine dernière en a-t-elle été l'illustration éclatante : les déplacements de Nasser Bourita, rythmés par les sourires et les victoires diplomatiques, ont mis en lumière l'écart abyssal entre un Royaume maître de son destin et un voisin prisonnier de ses vieux démons.

Plutôt que d'œuvrer à la paix et à l'intégration régionale, Alger a fait le choix de la division : fabriquer de toutes pièces un séparatisme de procuration, ériger les camps de Tindouf en instruments de chantage diplomatique, et transformer le front Polisario en bras armé de ses ambitions régionales. Cette stratégie, fondée sur la manipulation et le cynisme, n'a accouché que de drames humains. À Tindouf, des milliers de Sahraouis sont retenus en otages, privés de liberté, d'identité et d'avenir, pendant que l'intégration économique, pourtant vitale pour le Maghreb, reste prisonnière de l'aveuglement algérien. Le contraste n'a jamais été aussi saisissant. Tandis que le Maroc poursuit son ascension, affirmant sa souveraineté et son rayonnement, l'Algérie s'enfonce, enfermée dans ses réflexes de nuisance et dans l'incapacité d'offrir à ses citoyens une perspective d'avenir.

Dernière preuve de la dynamique marocaine : la signature à Paris d'un accord historique transférant à Rabat la maîtrise exclusive de ses cartes marines. Une étape souveraine majeure. Désormais, les données stratégiques — des profondeurs marines aux routes de navigation — sont sous contrôle exclusif marocain. Plus aucun trait ne sera tracé sur les mers marocaines sans que Rabat n'en soit l'auteur et le garant. Ce n'est pas qu'un transfert technique ; c'est une affirmation géopolitique forte, à l'heure où la maîtrise des mers devient un levier décisif de puissance.



Ce renforcement des capacités maritimes propulsera également le Maroc au premier plan des instances internationales spécialisées, lui conférant une légitimité accrue pour défendre ses intérêts, notamment dans l'Atlantique sud, dont la richesse en ressources est immense. Pendant ce temps, l'Algérie, elle, s'enlise dans une spirale inquiétante. Dernier épisode en date : l'arrestation par la police française d'un diplomate algérien, accusé d'avoir enlevé un opposant sur le sol français. Une affaire grave, révélatrice d'un régime qui, au lieu de construire, exporte ses méthodes liberticides. À cela s'ajoute une révélation autrement plus grave : selon le Washington Post, l'Iran soutient désormais directement le Front Polisario. Des centaines de combattants sahraouis auraient été formés en Syrie sous l'égide de Téhéran selon la même source. Cette alliance toxique achève de discréditer un régime algérien déjà fragilisé sur la scène internationale. Ces nouvelles suscitent toutes les convoitises.

Sur la scène internationale, l'ONU, elle-même, piétine, freinée par les manœuvres dilatoires d'un État plus prompt à entretenir l'instabilité qu'à relever ses propres défis internes. Mais les temps changent. Aujourd'hui, le réalisme a fini par gagner. L'initiative marocaine d'autonomie, saluée comme sérieuse, crédible et réaliste par une large majorité d'États, s'impose aujourd'hui comme la seule voie possible pour une paix durable. Ce n'est plus une option parmi d'autres : c'est l'unique solution pour garantir la souveraineté du Royaume et répondre aux aspirations légitimes des populations locales à la stabilité, au développement et à la dignité.

Face à cette évidence, l'ONU ne peut plus se réfugier derrière de faux équilibres diplomatiques. Il est temps de cesser d'entretenir une neutralité de façade et d'affronter la vérité avec courage : le conflit du Sahara n'est pas l'héritage d'une décolonisation inachevée, mais le produit d'une instrumentalisation cynique par un régime algérien à bout de souffle. Un régime qui préfère financer des campagnes de propagande séparatistes plutôt que d'investir dans l'éducation, qui arme des milices plutôt que de construire des écoles, et qui entretient l'illusion d'une cause pour masquer l'effondrement de son propre modèle.

Les signaux de Washington : Un tournant historique

Pendant que le Maroc, dans un mouvement aussi calme qu'irréversible, affirme sa souveraineté et raffermi ses alliances, les États-Unis, eux, dissipent toute ambiguïté. À la demande directe du Secrétaire d'État Marco Rubio, Staffan de Mistura, envoyé des Nations Unies pour le Sahara, a été convoqué en urgence par le Département d'État. Lisa Kenna, haute responsable des affaires politiques, lui a signifié, sans détours ni formules creuses, que l'administration Trump renouvelle son soutien total à l'initiative marocaine d'autonomie, reconnue comme la seule et unique voie sérieuse vers une solution définitive.

À Alger, le coup a été rude. Mais au lieu de l'éclat habituel des protestations outrées, ce fut le silence gêné d'un régime acculé. Pas de rappel d'ambassadeur, pas d'ultimatums enfiévrés, seulement un laconique et pathétique « Nous avons pris acte ». L'Algérie sait qu'elle n'a aucune arme à opposer aux États-Unis ; elle sait surtout que le gaz, son éternel levier de chantage, ne pèse rien face à Washington. À Washington, le front américain se durcit. À l'initiative du député Joe Wilson, le Congrès lance une procédure pour inscrire le Polisario -proxy algérien- sur la liste noire des organisations terroristes. Dès lors, toute perspective de négociation sérieuse s'effondre. Comment dialoguer avec une entité qui, demain, pourrait porter officiellement l'étiquette infamante de terrorisme ? Le rideau se lève : l'Algérie, qui croyait manœuvrer dans l'ombre, se retrouve exposée dans sa solitude, son isolement et ses propres dérives.

Face à l'évidence, Alger déraile. Dépourvu d'arguments, le régime s'enfonce dans le ridicule d'une pseudo-guerre électronique. La chaîne Ennahar jubile en annonçant un « immense triomphe » : le piratage... d'un site de sécurité sociale marocain, grotesquement pris pour un ministère stratégique. Après avoir vu ses relais de propagande bannis des grandes plateformes, Alger trouve dans le sabotage dérisoire d'archives sociales son dernier refuge. Triste symbole d'une chute intellectuelle et stratégique sans retour. Et pour toute gloire, un titre triomphal : « Ils ont eu leur réponse ». Une réponse qui n'est qu'un aveu d'échec, un symptôme supplémentaire du naufrage d'un régime qui n'a plus ni vision, ni souffle, ni légitimité.

Et comme un dernier soubresaut avant la tenue du Conseil de sécurité consacré au Sahara, à quelques heures seulement, l'Algérie, furieuse de l'arrestation à Paris de son vice-consul impliqué dans l'enlèvement de l'opposant Amir Dz, a riposté dans une fébrilité maladroite en expulsant douze employés de l'ambassade de France, tous issus du ministère de l'Intérieur. Cette France même qui présidera le Conseil.

Et pendant que le Maroc investit, construit, sécurise ses frontières terrestres et maritimes, rayonne et inscrit son avenir dans l'histoire, l'Algérie s'épuise dans ses rancunes, ses manœuvres d'un autre temps et ses illusions perdues. Le monde avance. Alger, elle, s'isole, immobile, spectateur amer de son propre effacement.

Sahara marocain : le temps de l'Histoire, le temps du courage

La dynamique diplomatique s'intensifie. Alors que la France s'apprête à prendre la présidence du Conseil de sécurité, Paris et Rabat renforcent leur coordination dans une parfaite synchronisation. Après son passage remarqué à Washington, Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères du Maroc, est attendu à Paris le 14 avril pour un entretien stratégique avec son homologue français Jean-Noël Barrot. Simultanément, Bruno Retailleau, ministre français de l'Intérieur, sera reçu à Rabat pour des discussions de haut niveau.





Ces échanges bilatéraux, hautement symboliques, interviennent à un moment clé : l'ouverture imminente de nouvelles négociations aux Nations Unies sur le dossier du Sahara marocain. Dans ce contexte de tensions exacerbées, Paris est ainsi appelé à jouer un rôle décisif. Le Conseil de sécurité se retrouve ainsi placé au pied du mur : consacrer la victoire du réalisme et de la légitimité, ou prolonger une anomalie historique au bénéfice d'un régime qui n'a jamais œuvré que pour saboter la paix régionale. Le choix est simple, mais il est lourd de conséquences.

Face à l'agitation vaine d'Alger, le Maroc reste fidèle à sa vision de développement, de stabilité et de paix. Solidement ancré dans la légalité internationale, le Royaume avance, sûr de son droit, fort de ses alliances, confiant dans la justice de sa cause. Pendant que le Maroc construit, sécurise ses mers, développe son Sahara et consolide sa souveraineté, l'Algérie gesticule, s'agite et s'enfonce. À chacun son destin : l'un trace son chemin avec fermeté et clarté, l'autre trébuche dans ses chimères et ses rancunes. L'Histoire n'attend pas ceux qui s'agitent, elle couronne ceux qui bâtissent. Le Maroc, dans la sérénité de sa marche, dessine son avenir. L'Algérie s'accroche aux débris d'une stratégie dépassée. Le Sahara est marocain. Il l'a toujours été. Il le restera. L'Histoire l'a consacré. À l'ONU désormais d'avoir le courage de suivre cette vérité.

Le Conseil de sécurité est aux portes d'une décision historique : tourner la page d'une injustice ancienne ou continuer de nourrir des illusions entretenues par un régime sans projet. Le temps du choix est arrivé. Il est temps enfin de clore le dossier du Sahara marocain par la victoire du réalisme.

Il est temps donc pour l'ONU d'agir, de faire primer le droit sur les manipulations, la stabilité sur l'agitation, la paix sur l'instrumentalisation. Il est temps de rendre justice à l'Histoire, de réparer l'injustice infligée au Maroc depuis tant d'années, et de refermer, enfin, cette parenthèse douloureuse par une décision claire, ferme et définitive.

Par ce que ne l'oublions pas : L'avenir appartient à ceux qui bâtissent. Le Maroc l'a compris depuis longtemps. Il appartient désormais à l'ONU de ne pas rester à contretemps de l'Histoire.

Le Maroc a gagné. Il reste à l'ONU de l'écrire noir sur blanc.

# LE PAPE FRANÇOIS, UN MÉDIATEUR DIPLOMATIQUE

Des questions de fond sont au centre de cette «diplomatie de l'espérance»: climat, santé, égalité hommes-femmes, migrations et aide au développement. Le référentiel? Le développement humain intégral. Le Pape a placé le soutien aux migrants au cœur de son action dès le début de son pontificat. En 2013, sa première visite à Lampedusa, en Italie, témoignait bien de son souci d'attirer l'attention sur la nécessité d'accueillir les migrants traversant la Méditerranée. Il a ainsi dénoncé la «mondialisation de l'indifférence» et soutenu le Pacte de Marrakech sur les migrations en 2018.

Sur l'écologie et le climat, il a publié deux exhortations majeures sur les questions environnementales. Il fait de l'écologie un axe central de son enseignement, recommandant une approche globale liant protection de l'environnement et justice sociale. Pour ce qui est de l'exclusion, le Souverain pontife s'impliquait en faveur du «développement humain intégral», englobant également les périphéries de la pauvreté, et plaidait ainsi pour une aide au développement plus équitable.

Des initiatives qui témoignent de son engagement: porter le message de l'Église aux marges de la société et promouvoir la justice sociale à l'échelle mondiale. Par ailleurs, la diplomatie pontificale fut très active sur les dossiers liés au Moyen-Orient, une importance importante, couplée à une politique d'accueil des réfugiés.



Dans les tensions géopolitiques mondiales, le Pape a joué également un rôle actif, adoptant une approche diplomatique complexe reflétant les changements et les mutations dans l'équilibre mondial du pouvoir. Il a ainsi fait des gestes de rapprochement envers Pékin et Moscou. Dans le dossier chinois, il faut souligner l'accord entre le Saint-Siège et la République populaire concernant la nomination des évêques, signé en septembre 2018 et renouvelé en octobre 2024, jusqu'à 2028. Pour ce qui est de la guerre en Ukraine, le Saint-Siège a dû maintenir un équilibre délicat entre ses relations avec le patriarcat de Moscou et son soutien à la souveraineté ukrainienne: il a reconnu ce pays comme victime d'agression et appelé à une solution diplomatique et à des négociations. Il s'est toutefois concentré sur des objectifs humanitaires, plutôt que sur une médiation directe entre Moscou et Kiev. Des résultats concrets ont pu être enregistrés dans les efforts du Vatican, comme la libération de 388 mineurs ukrainiens et celle de 10 prisonniers.

«Volonté de dialogue, de médiation et d'engagement envers la paix: tel était le crédo de la diplomatie vaticane sous le pape François.»

Dans un autre périmètre, il faut s'arrêter sur son approche avec les pays du Sud global. Le Pape s'est ainsi attaché à une vision géopolitique particulière: celle d'une attention aux «périphéries» du monde. Une rupture avec ce que l'on pourrait appeler l'eurocentrisme traditionnel du Vatican, pour s'intéresser davantage aux pays du Sud. Originaire d'Argentine, Jorge Mari Beroglio a été marqué par son expérience en Amérique latine, notamment la «théologie du peuple» - variante argentine de la théorie latino-américaine de la libération- et la proximité avec les plus démunis. Son pontificat a mis en avant une Église humble, engagée et solidaire, levier d'action de la diplomatie vaticane en faveur des pays du Sud. Il a ainsi fait une cinquantaine de déplacements: au Maroc, en mars 2019, avec l'Appel d'Al Qods lancé avec SM le Roi, Amir Al-Mouminie; aux Émirats arabes unis, en Irak, en Indonésie, au Timor oriental ou encore à Singapour en 2024.

Sous son pontificat, le Vatican a cherché à dissocier le catholicisme de l'image d'une religion occidentale. Comment? En effectuant des visites dans des zones négligées par ses prédécesseurs (Centrafrique, Mozambique ou Madagascar), en favorisant l'émergence d'Églises catholiques locales et en nommant des cardinaux issus de pays du Sud. Parmi les 137 cardinaux nommés depuis 2013, pas moins de 67 sont issus des pays du Sud global (17 Africains, 26 d'Amérique latine, 17 d'Asie...).

Volonté de dialogue, de médiation et d'engagement envers la paix: voilà le crédo de la diplomatie vaticane sous le pape François. Une action qui a reposé sur un soft power moral et une influence spirituelle pour promouvoir le dialogue et la résolution pacifique des conflits.



@lodjmaroc

# L'IMAGE DE L'ANNÉE 2025 : QUAND TRUMP ET ZELENSKY S'AGENOUILLENT FACE À L'HISTOIRE

Trump-Zelensky : La photo qui défie toutes les prophéties de 2025

La grâce ou le mirage : l'énigmatique tête-à-tête entre Trump et Zelensky

Quand Trump s'incline : moment de vérité ou nouvelle mascarade ?

Un instant suspendu : la grâce ou l'illusion d'une grâce ?

Il est des images qui, en un battement de cils, figent le tumulte du monde. Celle-ci en fait partie. Deux hommes, deux trajectoires planétaires, deux fardeaux historiques : Donald Trump, président des États-Unis, et Volodymyr Zelensky, président ukrainien, assis l'un en face de l'autre sur de simples fauteuils rouges, dans un décor presque sacré. Ils se penchent l'un vers l'autre, les mains jointes, les regards graves, comme saisis par une gravité que même leurs lourdes histoires personnelles peinent à contenir.

Trump, connu pour son tempérament flamboyant, apparaît ici comme touché — ou du moins frôlé — par une forme de grâce silencieuse. L'homme des tweets ravageurs et des provocations semble, l'espace d'un instant, écoutant, méditatif, presque vulnérable. A-t-il été transfiguré par ce tête-à-tête hors du temps ? Ou bien la grâce n'a-t-elle effleuré son esprit que pour s'évanouir aussitôt, glissant comme une goutte d'eau sur du marbre ?

Quant à Zelensky, le regard ancré dans celui de Trump, il incarne la dignité des peuples en guerre, l'espoir d'une paix fragile, l'âpreté d'une époque qui ne pardonne plus les improvisations diplomatiques.



Une rencontre aux résonances bibliques

L'arrière-plan, luxueux et solennel, évoque une scène biblique ou une réminiscence de conciles anciens où le destin des peuples se négociait à voix basse, dans l'ombre des colonnes de marbre. La posture même des deux hommes, penchés l'un vers l'autre, rappelle davantage des pénitents que des stratèges politiques.

Le monde retient son souffle : cette image est-elle l'annonce d'un bouleversement, d'une conversion politique, d'une paix négociée là où l'on attendait le fracas des armes ? Ou bien est-ce simplement l'éphémère mirage d'une humanité que la brutalité du pouvoir finit toujours par dissiper ?

Trump : la grâce ou l'ultime pirouette ?

Les jours à venir nous le diront. Trump a-t-il véritablement été touché par la grâce ? Ou cet instant n'est-il qu'une nouvelle scène d'un théâtre où il excelle à brouiller les pistes, tour à tour tribun, provocateur, ou pénitent selon les nécessités de l'instant ?

L'année 2025, déjà marquée par tant de fractures géopolitiques, trouvera peut-être dans cette image le symbole de ses contradictions : l'espoir fragile d'une rédemption, et la lucidité cruelle d'une politique où tout, même la grâce, peut être instrumentalisé.\*

Et si cette image n'était qu'un nouveau mirage savamment orchestré ?

Dans l'univers impitoyable de la communication politique, chaque geste, chaque posture est millimétré. Trump, passé maître dans l'art de brouiller les cartes, pourrait très bien n'avoir cédé qu'à une exigence de scénographie : donner à voir l'humilité pour mieux reconquérir l'opinion mondiale, sans jamais véritablement changer.

Quant à Zelensky, s'asseoir face à Trump dans une telle mise en scène, n'est-ce pas aussi, d'une certaine façon, tenter d'amadouer l'inévitable retour d'un acteur politique incontournable, fut-ce au prix de quelques concessions symboliques ?

La grâce véritable ne se décrète pas en une photo : elle se prouve par des actes. Attendons de voir si cet instant suspendu accouchera d'une réalité ou s'il s'effacera, comme tant d'autres, dans le grand théâtre des illusions.

Trump, Zelensky, image de l'année 2025, grâce, diplomatie, rencontre historique, politique internationale, États-Unis, Ukraine, paix mondiale.

# L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP  
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

# الاعترافات الدولية بمغربية الصحراء تكتسب زخماً قبيل اجتماع مجلس الأمن المرتقب في أبريل

تتوالى المؤشرات الداعمة لمغربية الصحراء في الساحة الدولية، قبيل انعقاد اجتماع مجلس الأمن الدولي أواخر شهر أبريل الجاري، لمناقشة تطورات هذا النزاع الإقليمي. وتأتي زيارة وزير الشؤون الخارجية المغربي، السيد ناصر بوريطة، إلى الولايات المتحدة، لتعكس عمق الدعم الأمريكي للمبادرة المغربية، وتكشف عن دينامية دبلوماسية نشطة يُديرها المغرب لتثبيت سيادته على أقاليمه الجنوبية، بدعم متزايد من قوى كبرى.



خلال لقاء رسمي يوم 8 أبريل 2025، أكد وزير الخارجية الأمريكي، ماركو روبيو، خلال استقبله لنظيره المغربي ناصر بوريطة، أن الولايات المتحدة الأمريكية تُجدد التزامها الكامل بالاعتراف بسيادة المغرب على الصحراء، وتعتبر مبادرة الحكم الذاتي تحت السيادة المغربية الحل الوحيد الجاد والعاقل والدائم لهذا النزاع. كما أكد الوزير الأمريكي دعم بلاده لجهود المغرب في إطار مقارنة تقوم على الواقعية، مشيراً إلى أن الولايات المتحدة ستعمل على تسهيل المسار السياسي لحل هذا الملف، انسجاماً مع دعوة الرئيس دونالد ترامب السابقة للانخراط الأطراف في مفاوضات على أساس المبادرة المغربية وحدها.

في اليوم الموالي، 9 أبريل، التقى الوزير بوريطة عدداً من الشخصيات المؤثرة في الكونغرس الأمريكي، من بينها النائب الجمهوري جو ويلسون، الذي يشغل رئاسة مجموعة الصداقة المغربية-الأمريكية إلى جانب الديمقراطي براد شنايدر. وتمحورت المباحثات حول تعزيز الاستقرار الإقليمي ومواجهة تهديدات البوليساريو، كما أعاد ويلسون التأكيد على موقفه الداعم لمقترح الحكم الذاتي، مجدداً دعوته لإدراج الجبهة الانفصالية ضمن قائمة التنظيمات الإرهابية الأمريكية، وهو مطلب يتقاطع مع التطلعات المغربية في هذه المرحلة الحاسمة.

كما أجرى الوزير بوريطة مباحثات مع سياستيان غوركا، المدير الأول لمكافحة الإرهاب في مجلس الأمن القومي الأمريكي، تناولت سبل تعزيز التعاون الأمني ومكافحة التطرف في إفريقيا والشرق الأوسط.

من جهة أخرى، تسعى الولايات المتحدة إلى تحييد روسيا داخل مجلس الأمن، حيث لم تفرض أية رسوم جمركية على السلع الروسية الموجهة نحو السوق الأمريكية، وهو ما قد يساهم في تخفيف معارضة موسكو لأي تقدم في ملف الصحراء، خاصة في ظل تمسك واشنطن بخيار الحكم الذاتي تحت السيادة المغربية كحل نهائي.

الزخم الدولي الداعم للموقف المغربي لم يعد يقتصر على واشنطن. فإسبانيا وألمانيا سبق أن عبّرتا رسمياً عن دعمهما لمقترح الحكم الذاتي تحت السيادة المغربية كحل جدي وذي مصداقية، وهو ما يشكل تحولاً هاماً في مواقف دول كانت تتبنى في السابق حياداً حذراً.

أما في أوروبا، فقد تعهدت فرنسا، التي تترأس مجلس الأمن هذا الشهر، بالمضي قدماً في إقناع باقي الشركاء الأوروبيين بالاعتراف بسيادة المغرب على صحرائه، ودعم مقترح الحكم الذاتي كحل وحيد قابل للتطبيق. وتواصل المملكة المتحدة مفاوضاتها المتقدمة مع المغرب بهذا الشأن.

وعلى الصعيد الاقتصادي والجيوسياسي، تُسجّل العلاقات المغربية-الصينية تطوراً لافتاً، خاصة على مستوى التعاون التجاري والاستثماري، مما يُعزّز فرص تحييد موقف بكين أو دفعها لاتخاذ موقف إيجابي داخل مجلس الأمن، انسجاماً مع توجهات كبرى الدول.

كل هذه المعطيات تُرسّخ قناعة مفادها أن الملف يسير بثبات نحو اعتراف أوسع بمغربية الصحراء، وأن اجتماع مجلس الأمن نهاية أبريل قد يشكل منعطفاً حاسماً لترسيخ هذا التوجه، على ضوء الدعم الدولي المتنامي، والرؤية المغربية الواضحة المبنية على الواقعية والحل السلمي.

بقلم عبد الغني العراس

# محمد سعد العلمي... قصص من نار ونور

في زمن طغت فيه السياسة على سائر مجالات الحياة، يظل الأدب محتفظاً بسحره القديم، ذلك السحر الذي لا يُقاوم، كما لو كان طيفاً لا يفارق أرواحاً خلقت له كروح الوزير والسفير الأسبق محمد سعد العلمي.



إن للأدب فتنة لا تنطفئ، فإذا ما استبدت بنفس، ظلت تلك النفس وفية له، لا تتخلص منه أبداً. هو شغف لا يُضاهيه سوى حب أول لا يشيخ، مهما ابتعد، ومهما فرقت بينه وبين محبوبه الأمكنة والمسافات والمهام والملمات، لا يلبث أن يعود، مبعثراً، ليوقظ القلب، ويشد القلم. وهذا بالضبط ما وقع مع محمد سعد العلمي، حين فاجأنا بعودة لافتة إلى معشوقته الأولى: الكتابة الإبداعية. لقد عاد إلينا، لا كسياسي هذه المرة، بل ككاتب حالم، بقلب شاعر، ويراع ناثراً، يمتلك لياقة سردية رفيعة، حاملاً إلينا باكورة أعماله الأدبية: "الحلم في بطن الحوت". بهذه العودة، يثبت العلمي أن العلاقة بين الكاتب الحقيقي والأدب ليست علاقة هواية أو ترف، بل ارتباطاً عضوياً، خفياً، يتجدد كلما لاحت بارقة، أو لامس القلب نداء الكتابة. هي كيمياء لا تزول، وميثاق لا ينفك، يربط الروح بمصدرها الأول: الحب، والورق، والحلم. تأخذنا مجموعته القصصية في رحلة بين الواقع والأسطورة، بين الوطن والذات، بين الحلم والسياسة. ومنذ العنوان، يتضح أن هذا العمل ليس عادياً، بل محمل بكثافة رمزية وشاعرية تفتح أبواباً واسعة للتأويل والتأمل.

"الحلم في بطن الحوت" ليس مجرد عنوان جميل، بل هو اختزال لعالم متشابك، "الحلم" هنا ليس أمنية طائشة، أو فعلاً ساخجاً، بل فعل مقاومة، وموقف من اليأس والانتكاس. أما "بطن الحوت"، فليست ظلمة أو غيابة جب فحسب، بل استعارة كثيفة لواقع خائفي، يُبتلع فيه الحالمون، وتتحطم فيه الأحلام، لينتهوا نهايات مأساوية. يبدو أن سعد العلمي، وهو السياسي المجرب، قد قرر أن يمنح السياسة نفسها أجنحة الأدب، حسم رأيه بعد طول تردد، فارتأى أن يضم الضرتين: الكلمة الحرة، والموقف الصلب، في سفر واحد، حيث الأدب هو الغلاف، والسياسة مضمونه المتواري. هذا الحلم، الذي اصطفاه الكاتب ليحمله عبثاً، يشي منذ البداية بقضية الإبداع لديه، ذلك الإبداع الذي لا يُراد له أن يكون ترفاً جمالياً، بل رسالة مضمخة بالأمل، محفوفة بالكذب والعطاء من أجل مصلحة الوطن. الحلم، كما يراه سعد العلمي، هو أن نظل نتطلع دائماً إلى ما هو أبعد من الممكن، مهما ضاقت علينا السبل، واشتدت بنا الأزمات. هو أن نرسم مستقبلاً مشرقاً رغم عتمة الواقع، أن نتشبث بالحياة، حتى لو كابدها من داخل "بطن الحوت". وقد وفق العلمي أيما توفيق في توظيف هذه الاستعارة الرفيعة لقصة النبي يونس. إنها استعارة من طراز "السهل الممتنع"، لا يبرع فيها إلا من جمع بين صنعة الأدب وبصيرة السياسة. في هذا السياق، يعدو "بطن الحوت" كناية عن قتام الواقع، ذلك الواقع المثخن بالجراح، المليء بالتحديات. هنا، تتجلى براعة الكاتب في جعل القصة القصيرة جسراً قصصه القصيرة هي رجوع صدى لروح وثابة، عايشتها الحركة الوطنية المغربية، التي كان سعد العلمي واحداً من أبنائها الأوفياء في بدايات مسيرته الفكرية والسياسية. تلك الحركة التي آمنت دائماً بأن الشعب هو منبع التحول، والبوصلة التي تهدي إلى الكرامة والعزة، في زمن الاستعمار كما في زمن الجهاد لبناء دولة الاستقلال. ولعل الناقد نجيب العوفي، في تقديمه للمجموعة قال ما يلخص هذا المعنى ببلغة. لقد عاد سعد العلمي، كما يقول مقدمه لينتصر للأدب أخيراً. في هذه المقدمة، وقبل أن نخوض غمار القصص، نلمس ذلك التناسل بين كلمات الناقد وما خطر لي منذ الوهلة الأولى حين تحصلت على المجموعة كتب العوفي بنبرة حنين وحسرة، على أحيب اختطفته السياسة منا لعقود، وعلى فنان حُرنا من صوته الإبداعي بسبب الصحافة تارة، والسياسة في أغلب الأوقات. إنه ليقر صراحة بأن السياسة والصحافة معاً قد سرقتا منا هذا الكاتب الفذ، الذي عاد الآن، وقد نضجت لغته واشتعل خياله، واستوت تجربته بعدما خبرته الحياة وخبرها. لكن، وهو الكاتب الذكي، لم يختر أن يدون هذا النضج في رواية، بل أثر القصة القصيرة، بل القصة المكثفة، اللامعة، كما لو أنه يختصر الزمن، ويعوض الوقت الضائع بأدب محمل بالرمز، مشحون بالدلالات، يعيد صياغة معاني الأحداث التي عاشها، سياسياً، بلغة تنتمي إلى الحلم أكثر من الواقع. في القصة الأولى، "لوحة"، يرسم سعد العلمي مشهداً سرالياً مكثفاً، لا يتجاوز صفحتين، لكنه مشبع بالشخصيات والدلالات، لتعبير مكثف عن إرادة لا تنكسر. قصصه القصيرة هي رجوع صدى لروح وثابة، عايشتها الحركة الوطنية المغربية، التي كان سعد العلمي واحداً من أبنائها الأوفياء في بدايات مسيرته الفكرية والسياسية. تلك الحركة التي آمنت دائماً بأن الشعب هو منبع التحول، والبوصلة التي تهدي إلى الكرامة والعزة، في زمن الاستعمار كما في زمن الجهاد لبناء دولة الاستقلال. ولعل الناقد نجيب العوفي، في تقديمه للمجموعة قال ما يلخص هذا المعنى ببلغة. لقد عاد سعد العلمي، كما يقول مقدمه لينتصر للأدب أخيراً. وعن عزيمة تستمد قوتها من إيمان راسخ، لا فقط بإمكانية التغيير، بل بضرورته الحتمية، مهما بدا الهدف بعيد المنال.

في هذه المقدمة، وقبل أن نخوض غمار القصص، نلمس ذلك التناص بين كلمات الناقد وما خطر لي منذ الوهلة الأولى حين تحصلت على المجموعة.

كتب العوفي بنبرة حنين وحسرة، على أديب اختطفته السياسة منا لعقود، وعلى فنان حُرّمنا من صوته الإبداعي بسبب الصحافة تارة، والسياسة في أغلب الأوقات.

إنه ليقر صراحة بأن السياسة والصحافة معًا قد سرقتا منا هذا الكاتب الفذّ، الذي عاد الآن، وقد نضجت لغته، واشتعل خياله، واستوت تجربته بعدما خبرته الحياة وخبرها.

لكنه، وهو الكاتب الذكي، لم يختَر أن يدوّن هذا النضج في رواية، بل آثر القصة القصيرة، بل القصة المكثفة، اللامعة، كما لو أنه يختصر الزمن، ويعوض الوقت الضائع.

بأدب محمّل بالرمز، مشحون بالدلالات، يعيد صياغة معاني الأحداث التي عاشها، سياسيًا، بلغة تنتمي إلى الحلم أكثر من الواقع. في القصة الأولى، "لوحة"، يرسم سعد العلمي مشهدًا سرياليًا مكثفًا، لا يتجاوز صفحتين، لكنه مشبع بالشخصيات والدلالات. هنا تتحول اللوحة من كيان مرسوم إلى كيان رمزي.

فاللوحة قد تكون الوطن ذاته، ذلك الفضاء الذي تتصارع فوقه التوقعات، وتتقاطع فيه الإرادات.

الحصان في اللوحة رمز للحركة الوطنية، الحلم الذي راود الأجيال الأولى، الرغبة في وطنٍ تزهر فيه الحرية، وتعلو فيه كرامة الإنسان. والمهرة هي الشباب، الجيل الغضّ، الحالم بمستقبل أكثر عدلًا وبهاء.

أما المرأة الفاتنة، فهي الشعب بتطلعاته وآماله، بجراحه وصبره، وشوقه إلى الخلاص.

والرسام؟ هو السلطة، ذلك الفاعل الخفي، الذي يملك الفرشاة، ويملك معها إمكانية الإبداع... أو التشويه.

وبين كل هؤلاء، يقف بطل القصة: متأملًا، مترجّيًا، متوجّهًا إلى الرسام برجاء طفوليّ، بأن يرسم جدائل ذهبية على كتفي المرأة، كأنما يستنجد بالجمال ليغلب القبح، وبالأمل ليهزم اليأس، وليقول: يا وطني، تستحق لوحة أجمل!

أما في قصة "فلامينكو"، فنحن أمام مشهد آخر، لكنه لا يُقرأ فقط، بل يُرقص ويُسمع ويُرى.

لوحة حيّة، تنبض بالحركة، لغة مشبعة بالشعرية، مكثّرة بالإيقاع، كأن الكاتب كتبها على نفس راقصة، ترتجف تحت الضوء، وتتلو في نشوة التعبير.

الفلامينكو، هنا، ليست مجرد رقصة، بل استعارة كبرى للعلاقة المتوترة بين التسلط والتمرد، بين الاقتراب والابتعاد، بين الذوبان في الحب والهروب منه.

كل خطوة في الرقصة، كل التواء في الجسد، هو تعبير عن جدلية الحياة، عن عذاباتها وانخطافات، آهاتها، أفراحها، أتراحها، استيهاماتها وشجونها.

في خلفية هذا النص، يلوح الحنين الأندلسي.

تطلّ غرناطة من بين السطور، كما لو أن الكاتب يبوح بوجدٍ دفين إلى فردوس مفقود، حضارة طُمست، وجمال انزلق من بين أصابع الزمان.

وفي المشهد الختامي، تقبل الراقصة المغنية المتفرج قبلة هوائية، لا لتودعه فحسب، بل لتلخص كل شيء:

اتحاد الفن بالإنسان، انصهار الحلم بالواقع، ولحظة نشوة يعانق فيها الممكن المستحيل.

ثم نصل إلى القصة الباك

ورة، قلب المجموعة، وعنوانها: "الحلم في بطن الحوت"، وكأنها حجر الزاوية الذي يشد البناء كله.

قصة مشحونة بالرموز، عميقة، تنضح برؤية سياسية وإنسانية في آن معًا.

يتحول فيها الكاتب من سياسي إلى قاصّ، يحكي مأساة الإنسان في الدول النامية، ووجعه المزمن في مواجهة القوى الكبرى، حيث الحالمون يبتلعون كما يبتلع يونس في ظلمة الحوت.

الحوت، هنا، رمز مركب: هو الإمبريالية، هو السلطة، هو القمع، وهو أيضًا ذلك الكيان الهائل الذي يخنق الحلم، ويبتلع من يحاول النجاة.

أما الطفل الذي يركض على الشاطئ، فيمثل صوت العالم الثالث بإنسانه المهمش، الذي لا يملك قلمًا ولا ورقة، لكنه يملك حلمًا يصارع به الأهوال. هو، بحبوه المثقوبة التي لا تلوم على شيء، صدى للفقر البنيوي، صورة للاقتصاد المنخور والمنهوب، لكنه طفل عنيّد، سينبت له أدينا أظافر ليسطر حلمه رغم الداء والداء، حتى ولو كانت الكلمات تُقضم من على سطح الماء.

السمكات الصغيرة التي تمحو الحروف، رمزٌ للرقابة، أو للمتربصين بالحلم من الداخل، أولئك الذين يُغيرون معاني الكلمات، ويشوشون على الرسائل الصادقة.

في النهاية، يظل الطفل وحيدًا، في مواجهة الحوت. لكنه لا ينهزم.

هكذا، يحافظ سعد العلمي على الأمل، وإن بدا هذا الأمل هسًا، أو مستحيلًا.

إن ما كتبه في هذه المجموعة لا ينتمي فقط إلى جنس الأدب، ولا إلى خطاب السياسة، بل إلى المنطقة الفاصلة بينهما، حيث الحبر يُسال لا ليُفنع، بل ليبقي على قيد الحياة

قصص مثل "غرفة مأجورة"، "من يأمن البحر؟"، "موكب رسمي"، "كابوس"، "غيظ"، و"حسرة"، كلها تتطلب قراءة ثانية، وثالثة، بما تحمله من تأويلات، وشخصيات رمزية، ورسائل مذبوءة

إن "الحلم في بطن الحوت" ليست مجرد مجموعة قصصية، بل تجربة شعورية مكتملة، بيان وجداني، يلامس اللغة الصوفية أحيانًا، ويركن إلى الرمز كثيرًا، ليقول ما لم تستطع السياسة أن تقوله صراحة

إنه في زمنٍ يتقلص فيه المعنى، ويزداد فيه الصخب، يبقى الأدب هو الملاذ، وتبقى اللغة هي الحصن، ويظل الحلم هو الأمل الأخير

نعم، الأدب لا يموت

بل يعود دائمًا، حتى من رحم السياسة، ليبقي فينا جذوة الحياة، ولو كان ذلك داخل ظلمات الحوت. بل يعود دائمًا، حتى من رحم السياسة، ليبقي فينا جذوة الحياة

بقلم: الدكتور خالد فتحي

## البكاء السياسي كتقنية للتلاعب بالعواطف الجماهيرية: قراءة في سلوك بعض المنتخبين



في مشهد يتكرر في عدد من المناسبات الحزبية بالمغرب، يلحظ المتابعون لخطابات بعض الأمراء العاميين للأحزاب السياسية لجوءهم إلى البكاء أثناء التظاهرات أو المهرجانات الجماهيرية. وعلى الرغم من أن هذا السلوك قد يبدو، للوهلة الأولى، تعبيراً تلقائياً عن انفعال صادق نابع من الإحساس بالمسؤولية تجاه القضايا الوطنية أو آلام الشعب، فإن تحليله من منظور علم النفس الاجتماعي يكشف أبعاداً أعمق وأكثر تعقيداً، قد تضع هذا البكاء ضمن دائرة التلاعب العاطفي الممنهج بمشاعر المواطنين.

السياسي المحترف، بحكم تجربته الطويلة في التعامل مع الجماهير والفضاء العام، يمتلك قدرة عالية على إدارة انفعالاته وضبط سلوكياته أمام الناس. ليس من السهل أن تنفلت المشاعر الحقيقية دون وعي منه، خاصة في لحظات التظاهرات المنظمة حيث تكون كل كلمة وكل حركة محسوبة بدقة لخدمة أهداف محددة. انطلاقاً من نظرية إدارة الانطباعات كما صاغها إرفينغ غوفمان، يمكن فهم البكاء السياسي كأداء تمثيلي يدخل ضمن استراتيجية تقديم الذات بشكل متعمد، لإحداث تأثير محدد في وجدان الجماهير. فالزعيم الذي يظهر باكياً أمام مناصره لا ينقل فقط حالة وجدانية، بل يقدم نفسه في صورة القائد المتألم، الحامل لتألم الناس، ما يعزز رمزيته في المخيال الجمعي ويوسع قاعدة تعاطفهم معه.

البكاء في السياقات السياسية لا يحدث في فراغ. إنما يعتمد على فهم عميق للآليات النفسية التي تحكم استجابات الجماهير، والتي تظهر أن العاطفة كثيراً ما تتغلب على التفكير النقدي. يشير علم النفس الاجتماعي إلى أن الجماهير تميل إلى تقييم الأحداث والشخصيات بناءً على الاستجابات العاطفية السريعة، وليس بناءً على تحليل منطقي دقيق للوقائع. لذلك، فإن مشهد الدموع يمكن أن يحدّد التفكير العقلاني لدى المواطن، ويستبدل الحكم الموضوعي بانفعال تعاطفي قد يدفعه إلى دعم الزعيم بشكل غير نقدي. وهذا ما يجعل الأداء العاطفي المدروس أداة فعالة لتوجيه الجماعات وكسب ولائها.

من جانب آخر، يمكن تفسير هذه الظاهرة من خلال مفاهيم "العمل العاطفي" كما أوضحتها أرلي هوشيلد، حيث يُطلب من بعض الفاعلين الاجتماعيين، ومنهم السياسيين، التعبير عن مشاعر معينة أو حتى افتعالها خدمة لمتطلبات أدوارهم العامة. بكاء المنتخبين أمام الملأ يمكن أن يدخل في هذا الإطار بوصفه شكلاً من أشكال العمل العاطفي الذي يستجيب لحاجة الجماهير لرؤية قائد المستقبل حساس ومتعاطف، بغض النظر عن صدقية تلك المشاعر. وهنا يصبح البكاء مجرد أداء رمزي، هدفه إنتاج صورة مثالية للزعيم المستحق للثقة والولاء.

غير أن خطورة هذا النمط من السلوك السياسي لا تكمن فقط في توجيه الانفعالات الجماهيرية بشكل مؤقت، بل في المدى الطويل، إذ يرسخ ثقافة سياسية تقوم على الاستجابة العاطفية بدل الاستناد إلى النقاش العقلاني القائم على البرامج والأفكار. حينما تصبح السياسة ميداناً للمشاعر بدل المشاريع، تتراجع قدرة المواطنين على ممارسة رقابة نقدية واعية على القادة، مما يفتح الباب أمام مزيد من الاستغلال السياسي للعواطف العامة.

ختاماً، فإن تحليل بكاء بعض القادة للأحزاب السياسية في المغرب يجب أن يتجاوز القراءة السطحية التي تراه فقط كتعبير إنساني بريء، ليكشف عن ديناميات أعمق تتعلق بإدارة المشاعر الجماعية وتوجيه الانفعالات خدمة لمصالح سياسية محددة. ومن هذا المنظور، يصبح من الضروري تنمية الوعي النقدي لدى المواطنين حتى لا يكونوا أسرى للخطابات العاطفية، ويظلوا قادرين على تقييم الفعل السياسي بمعايير عقلانية ومسؤولة.

بقلم: فؤاد يعقوبي أخصائي نفسي اجتماعي

## الحصيد: يوسف زيدان وثورة لم تُؤنث

لطالما أثار عنوان رواية يوسف زيدان "الحصيد" فضولي، وذلك منذ اللحظات الأولى للإعلان عن صدورها. ففي اختيار هذا العنوان بالذات ما يُومئ بقرعة وجودية تتجاوز سطح الحكاية الظاهر. فـ"الحصيد"، بخلاف "الحصاد"، لا يوحي بالثمار أو الوفرة أو الخير العميم، بل يُحيل مباشرة إلى ما يتبقى بعد جفاف السنابل ويباسها: الهشيم، والبقايا، والرماد.

أهو اعترافٌ مُبكرٌ ومُصمّرٌ من زيدان، يُعلنه منذ العتبة الأولى للنص، بأن روايته هذه ليست إلا سرديّة قلقة عن مرارة الخيبة، وعن آمالٍ دَوّت قبل أوانها، وعن ربيعٍ لم يُزهَر، وثورةٍ لم تُكتب لها صفة التأييد؟

منذ الصفحات الأولى، يغوص بنا زيدان مباشرةً في قلب هذا "الحصيد"، مقدّمًا اللقاء الأول بين "بهير" و"يارا" في الجمعة الأولى من عام 2010. اختيارٌ لا يخلو من دلالة، فهذا التاريخ يُحيل بوضوح إلى الزمن الذي سبق اندلاع ثورة يناير المصرية بعامٍ واحد فقط. كأنما يهمس زيدان في أذن قارئه: تمعّن جيدًا... هذه ليست مجرد حكاية حب عابرة، بل هي تأريخٌ دقيقٌ للهشاشة التي مهدت للانفجار.



وبتحديد يوم الجمعة، يُلمّح زيدان إلى رمزية زمنية ودينية ذات ثقل، كثيرًا ما تتجلى في المنعطفات التاريخية الكبرى والثورات. فكلّ جمعةٍ في الرواية هي صدى لتلك الجمعة التي احتضنت الحشود الهادرة، التي كانت تهتف وتمضي، حتى وإن لم تكن تعرف وجهتها النهائية. هكذا يرسم زيدان ملامح رؤيته – أو ربما شكوكه العميقة – تجاه الفعل الثوري، الذي يبدو في مراته انفجارًا عاطفيًا قد يكون بهيّا، لكنه يفتقر إلى الوجهة والبطولة.

الثورة كظل... لا كبطلة

واللافت للنظر أن زيدان يتجنب ذكر الثورة المصرية صراحةً، على الرغم من أن أحداث الرواية تدور في أتون زمنها الملتهب. إنها تحضر، ولكن كـ"ظل ثقيل" يلقي بوطأته على المصائر، لا كحدثٍ محوريٍّ أو بطلٍ أوحّد. لقد اختار زيدان بوعيٍ فنيٍّ أن يُنحّيها عن مركز الصدارة السردية، لكنه في المقابل، وبحنكةٍ لافتة في بناء الحكمة، منحها دورًا أشد عمقًا من مجرد البطولة الظاهرية، لقد جعلها الروح الخفية التي تؤطر فضاء الرواية، والشبح الذي تتشابك خيوطه مع مصائر شخصياتها.

بل الأدهى من ذلك أنه جعل من حادث تفجير كنيسة القديسين بالإسكندرية، الذي وقع قبيل الثورة بشهر، نقطة التحول المفصلية في الرواية. فالانفجار هنا يتجاوز كونه مجازًا سياسيًا ليصبح شرارة وجودية عنيفة، مرّقت النسيج الاجتماعي والديني الهش أصلًا، وأضرمت في دواخل الشخصيات نيران اضطرابات وجودية عميقة، أعجز من أن تطفئها هتافات الشوارع الحماسية. وكأن الثورة، في منظور الرواية، لم تكن البداية الحقيقية، بل كانت النتيجة الحتمية لمشهدٍ بلغ درجة قصوى من التآزم، تتويجًا لـ"حصاد" مرير تراكمت مرارته عبر السنين.

يوسف زيدان: لا ماحدًا للثورة ولا هاجيًا لها

في "الحصيد"، يقدم زيدان مقارنةً مغايرة للثورة: فهو لا يُدينها ولا يمجدها، بل ينفذ إلى دواخل الإنسان ليفككها من هناك. يراها أقرب إلى لحظة ميتافيزيقية كاشفة منها إلى مشروع سياسي مدرّوس، لحظة تفتقر إلى خارطة طريق واضحة المعالم، لكنها بالمقابل فضحت حيرة كبرى وكشفت عن هشاشة البنى الداخلية للإنسان والمجتمع. الثورة هنا ليست طرفًا منتصرًا أو مهزومًا، بل هي مسرحٌ حيٌّ تتجلى عليه دراما التمزق الإنساني بين عنفوان التوق ومرارة الخذلان.

وهكذا، يعيد زيدان صياغة دور الكاتب: هو ليس مؤرخًا يسجل الوقائع، ولا مُهللاً يطلق الأهازيج، بل هو أشبه بحفّارٍ دُوبٍ في طبقات الوعي الإنساني، يعرض أمامنا مرآة تكشف عيوبنا المستترة، دون أن يُملّي علينا رؤيته الخاصة أو يصدر أحكامه.

لكن مرآة زيدان هذه ليست مجرد سطح عاكس؛ إنها تتجسد في أسلوب لغوي جزل متين، طبع به مجمل أعماله الروائية، وفي لغةٍ فلسفية ذات نَفَسٍ صوفيٍّ بهيٍّ، اعتاد أن ينسج من خيوطها سردًا تأمليًا متفردًا. وهو في "الحصيد" تحديدًا، لم يكن معنيًا بتسارع إيقاع الأحداث بقدر ما أولى اهتمامه لغور الشخصيات وعمق تيهها الوجودي.

يوظف زيدان في هذا النص لغةً تنبض بالحكمة أكثر مما تتكن على الدراما، وتغلب عليها النبرة التأملية العميقة التي تستفز فكر القارئ وتدعوه إلى التساؤل لا إلى مجرد التلقي السلبي. إنه لا يكتب في "الحصيد" لمجرد الحكى، بل ليكشف ويُفكك، ثم يُعيد بناء المعنى على أنقاض اليقينيات المنهارة. سرده المتأمل يستطيع أن يراوغ خطيّة الزمن، وأن ينسج تقاطعاتٍ مدهشة بين الأسطورة والتاريخ واللحظة الراهنة، كل ذلك بلغةٍ تجمع بين الجلل والشفافية والبهاء.

إنها إذن روايةٌ ونصٌ فلسفي عميق، يتخذ من القالب الحكائي ستارًا له. وقد استنص زيدان لهذا المزيج ثلاث شخصياتٍ محورية، لخص من خلال رمزيّتها المكثفة مآلات الوضع في مرحلة ما بعد الثورة.

بهير: الحالم الصامت

في هذا الإطار، يُقدّم زيدان شخصية "بهير" كرمزٍ لحد وجوه جيل الثورة المتردد. فتى بهائي، منزو، يعيش على تخوم المجتمع، يعاني من وطأة التهميش الديني والثقافي، ويبدو عاجزًا عن الانخراط الفعلي في زخم الثورة. لا عن ضعفٍ بالضرورة، بل ربما لشعورٍ داخلي عميق بأنه غير معنيٍّ بها بشكلٍ شخصي. يلوذ بحبٍ يبدو له أكثر واقعية من الشعارات الرنانة، لكنه حبٌ يظل معلقًا ومستحيل الاكتمال. بهير هو الضمير الصامت لجيلٍ ربما لم يكن مهيا تمامًا لدفع كلفة التغيير الجذري، فآثر الانسحاب إلى الذات، إلى حلم الحب المستحيل، وإلى ما يشبه استسلامًا هادئًا للجذوى.

## يارا: الثورة التي لم تُؤنَّث

أما "يارا"، الفتاة الدرزية الأسيرة بجمالها وحضورها، فهي تتجاوز كونها مجرد شخصية نسائية في الرواية. إنها تجسيدٌ حيٌّ لمأرق الأنثى الشرقية التي تتوق للتحرك وتخطو نحوه، لكنها تصطدم بجدران الواقع وتفشل في تحقيق خلاصٍ ناجز. تحب، تتمرد، تهرب... لكن أقدارها تعيدها في النهاية إلى سجنها الأول. لقد تحررت فكرياً ووجدانياً، بيد أن هذه الحرية لم تترجم إلى واقع ملموس.

وهنا، تُصبح "يارا" رمزاً بليغاً للثورة ذاتها؛ تلك التي، من منظور زيدان، أخفقت لأنها لم تُؤنَّث بالمعنى العميق للكلمة. ونستحضر هنا عبارة يوسف زيدان المفتاحية التي كررها مراراً: "كل فعل لا يُؤنَّث لا يُعوَّل عليه."

"الأنوثة" التي يعبر عنها زيدان هنا ليست مجرد تحديدٍ جندي، بل هي استعارةٌ لروحٍ قادرة على: الخلق لا الهدم، الولادة لا التدمير، الحكمة لا اللندفاع العاطفي، الاحتواء لا الإقصاء، الاستدامة والبناء لا الانفجار المؤقت.

الثورة المصرية، في قراءة زيدان، وعلى الرغم من المشاركة النسائية الواسعة فيها، افتقرت في جوهرها، إلى هذه الروح "المؤنَّثة" القادرة على الرعاية والاحتضان وتحويل الهتاف إلى مشروع. لذا، لم تُثمر كما كان مأمولاً. لم تتحول إلى بناءٍ مستدام. كانت فائنة وجذابة كـ"يارا"، لكنها خسرت، مثلها، رهان الحب والتغيير معاً. يارا: الثورة التي لم تُؤنَّث

أما "يارا"، الفتاة الدرزية الأسيرة بجمالها وحضورها، فهي تتجاوز كونها مجرد شخصية نسائية في الرواية. إنها تجسيدٌ حيٌّ لمأرق الأنثى الشرقية التي تتوق للتحرك وتخطو نحوه، لكنها تصطدم بجدران الواقع وتفشل في تحقيق خلاصٍ ناجز. تحب، تتمرد، تهرب... لكن أقدارها تعيدها في النهاية إلى سجنها الأول. لقد تحررت فكرياً ووجدانياً، بيد أن هذه الحرية لم تترجم إلى واقع ملموس.

وهنا، تُصبح "يارا" رمزاً بليغاً للثورة ذاتها؛ تلك التي، من منظور زيدان، أخفقت لأنها لم تُؤنَّث بالمعنى العميق للكلمة. ونستحضر هنا عبارة يوسف زيدان المفتاحية التي كررها مراراً: "كل فعل لا يُؤنَّث لا يُعوَّل عليه."

"الأنوثة" التي يعبر عنها زيدان هنا ليست مجرد تحديدٍ جندي، بل هي استعارةٌ لروحٍ قادرة على: الخلق لا الهدم، الولادة لا التدمير، الحكمة لا اللندفاع العاطفي، الاحتواء لا الإقصاء، الاستدامة والبناء لا الانفجار المؤقت.

الثورة المصرية، في قراءة زيدان، وعلى الرغم من المشاركة النسائية الواسعة فيها، افتقرت في جوهرها، إلى هذه الروح "المؤنَّثة" القادرة على الرعاية والاحتضان وتحويل الهتاف إلى مشروع. لذا، لم تُثمر كما كان مأمولاً. لم تتحول إلى بناءٍ مستدام. كانت فائنة وجذابة كـ"يارا"، لكنها خسرت، مثلها، رهان الحب والتغيير معاً.

أنو: التأثير بلد رؤيا

وعلى الطرف المقابل، يقف "أنو"، ليمثل النقيض الصارخ. شخصية مضطربة، مهووسة بالأساطير القديمة، تسكنها مرارات الغضب والنقمة، وتنزع نحو التطرف. تدفعه رغبة جامحة لرفض كل شيء: الدين، السلطة، الثورة ذاتها، الماضي والحاضر... يريد هدم المعبد بالكامل، دون أن يمتلك أدنى رؤية لإعادة البناء أو أفق للمستقبل.

يجسد "أنو"، في بناء زيدان الروائي، ذلك الغضب اللعنى الذي استبدَّ ببعض وجوه الفعل الثوري، ذلك الرفض الصارخ لكل ما هو قائم دون طرح أي بديل بئس. إنه يمثل صدى لتلك التيارات الراديكالية التي تجنح نحو العدمية والنقمة، وتفتقر لأي بوصلة أو أفق. بهذا الزخم السلبي العارم، لا يعود "أنو" مجرد شخصية روائية بل يصبح تعبيراً عن كل وعي مأزوم يرى في الهدم المطلق خلاصاً واهماً. هو التأثير الذي يتوق لإعادة الكون إلى نقطة الصفر، لكنه يجهل تمامًا ما سيفعله به بعد ذلك. لذا، تشظى روحه وتتمزق بين ضابية اللإيقين وفوضى اللاشكل.

وفي هذا السياق، يُسخّر يوسف زيدان أبطاله الثلاثة في رسم لوحة مكثفة للتحقتان الذي كان يخيم على المشهد المصري قبيل الثورة، مستعيداً عبرهم أجواء عامين من التوترات الصامتة. ينحت زيدان شخصياته — بهير ويارا وأنو — بمهارة، ليجسد من خلالها هشاشة العلاقات الإنسانية، وحالة التهميش، والتوترات الدينية، والشعور العميق بالالجدوى، التي كانت تنهياً للانفجار. ينتمي الأبطال إلى فئات شابة تأتية، تبحث عن معنى وهوية في مجتمع تنهوى فيه الثوابت الدينية والاجتماعية والسياسية. ويأتي حادث تفجير الكنيسة كلحظة كاشفة لنهيار التعايش الاجتماعي، لحظة تؤخذ بانطلاق سلسلة من التداعيات النفسية والوجودية، تهز الشخصيات من الداخل.

الثورة التي اندلعت بعد 24 يوماً من التفجير، لا تظهر هنا كانتفاضة خلاقة بل كمشهد إضافي في مسلسل الانهيار، إنها بهذا المعنى لا تبعث الأمة بل تفضح تصدعها. تتوتر الشخصيات: بهير يغرق في تردده يارا يزداد غموضها، وأنو يتوغل أكثر في عدميته.

يقدم زيدان الثورة كتجربة نفسية لا كحدث سياسي، تجربة تطلق العنان للفوضى والارتباك والتشظي الداخلي. وفي نهاية الرواية، لا يتحقق خلاص ولا يتحصل حصاد، بل فقط حصيدٌ مرّ.

يفشل بهير، الذي يمثل الفئات المترددة والحائرة، بهويته البهائية الهامشية، وعجزه عن الفعل، في احتواء يارا، رمز الثورة بكل ما تحمله من إغواء وإمكانية وغموض ونقص. أما أنو، فيمثل التيارات المتطرفة، دينية كانت أم يسارية، تلك التي تبحث عن الوجود من خلال العنف.

هكذا، تجسّد هذه الشخصيات ما بعد الثورة: بهير علامة على الانكسار، يارا مرآة لأمل أجهض، وآنو انعكاس للعدمية العنيفة. ومن خلالهم، يجدد زيدان موقفه النقدي من ثورة لم تنضج، فجاءت حاملةً مزيداً من الانقسام والفوضى والصراع. هذا ما يبقى في النفوس بعد أن خمدت الشعارات، وهذا ما أراد أن يقوله يوسف زيدان الثورة كـ "حصيد" لا كحصاد

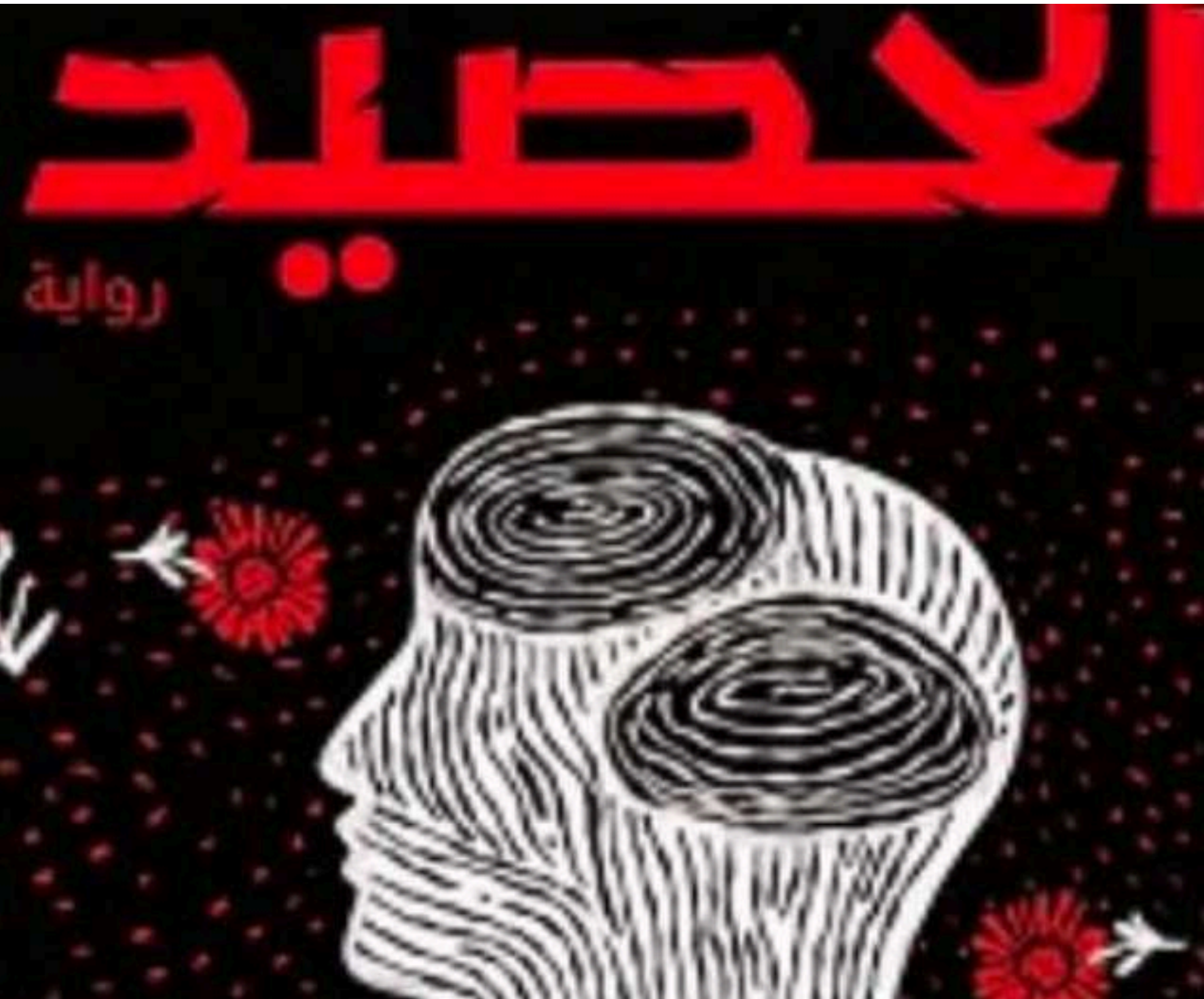
ما يفعله يوسف زيدان ببراعة في "الحصيد"، هو أنه لا يكتفي بتصوير اللحظة، بل يعيد عقارب الساعة إلى الوراء، ليس لإصدار الأحكام على الثورة، وإنما لي طرح عليها أسئلة وجودية عميقة: هل كان المصريون مستعدين حقاً لهذا التحول؟ هل امتلكوا أدوات البناء ورؤية المستقبل؟ أم أنهم فقط انفجروا غضباً وأملًا، دون أن يعرفوا كيف يلّمون الشظايا المتناثرة؟

وغني عن البيان أن هذه الأسئلة الوجودية الطارقة لا تقتصر على السياق المصري، بل يتردد صداها بقوة في مختلف أرجاء الوطن العربي، حيث كشفت التحولات التي أعقبت ما سُمي بـ "الربيع العربي" عن غياب الأفق الواضح وعن صعوبة الانتقال من لحظة الهدم إلى مرحلة بناءٍ مُثمر.

رواية يوسف زيدان، في جوهرها، ليست تأريخاً للثورة بحد ذاتها، بل هي تأملٌ مريرٌ في "حصيدها": في الرماد النفسي الذي خلفته وراءها، في التمزقات التي اعترت النسيج المجتمعي، وفي الخذلان العميق الذي وأد الكثير من الأمل. إنها رواية عن الإنسان العادي الذي وجد نفسه في قلب العاصفة وخرج منها منكسراً، حائراً، منهك الروح، لا عن البطل الأسطوري الذي يُفترض أنه صنعها.

في النهاية، لا نملك إلا أن نتساءل مع زيدان، وبصوتٍ يعكس قلق الرواية نفسها: هل كانت الثورة فعلاً واعياً ومكتملاً؟ أم أنها، كما يوحي عنوان روايته البليغ، كانت مجرد... حصيد؟

**بقلم: الدكتور خالد فتحي**



## رؤساء الأحزاب بين الخبرة و تجديد النُخب

انتهى مؤتمر حزب العدالة و التنمية بإعادة انتخاب عبد الإله بنكيران لولاية جديدة في أجواء ديموقراطية مثالية. لكن استمرار بنكيران في الساحة السياسية و إشرافه على فترة الانتخابات المقبلة على رأس البيجيدي خلف ردود فعل كثيرة و متباينة.

مسيرة الرباط : صرخة في وجه الظلم

هذا هو بنكيران أينما وُجد إله و خلق الحدث بطريقة أو بأخرى. و مهما كانت تأويلات و قراءات تجديد الثقة في "آخر الزعامات السياسيّة" فلا يمكن إلا احترام حرية الاختلاف النابعة من حرية التعبير.

لكن أثار انتباهي تيار يلوم بنكيران على استمراره كمسؤول سياسي في الواجهة رغم "تقدمه في السن" كما جاء على لسان هؤلاء. و هنا لا بأس أن نناقش مسألة السن و تجديد النخب بأحزابنا. أعتقد أن الأمر في السياسة لا يُقاس بالعمر البيولوجي لكن باعتبارات أساسية في أي مرشح للقيادة، كالكفاءة و الكاريزما و التجربة و شبكة العلاقات. أما السن فيبقى مجرد رقم لا يمنح صاحبه أي امتياز كما لا يشكل له عائقاً متى توفرت الشروط الصحية لذلك.



في أمريكا مثلاً، و هي أقوى دولة في العالم، الرئيس يبلغ 80 سنة و في الصين 75 سنة و في روسيا 72 سنة، كما في دول أخرى رؤساء في الثلاثينيات و الأربعينيات. فالكلمة الأولى و الأخيرة تعود للناخبين، في الدول و الحكومات كما في الأحزاب و الهيئات السياسية. الكتلة الناجبة هي التي تقرر و على الجميع احترام هذا الاختيار لأن نفس الكتلة ستعود بعد فترة لتزكي من انتخبته أو لتعاقبه. أما مسألة تجديد النخب فلا تقتصر على القيادة، فهناك الهياكل القيادية و التسييرية (الأمانة العامة أو المكتب السياسي و المجلس الوطني دون أن ننسى الفروع و دورها التأطيري). المرور من هذه الهياكل و الدرج بها و الاحتكاك داخلها هو أولى مسارات تجديد النخب.

و هذه فكرة عن أعمار القيادات الحزبية بالمغرب و الملاحظ أن غالبيتها في العقد السادس و السابع مع استثناءات قليلة جداً :

- عبد السلام العزیز (المؤتمر الإتحادي) 73 عام
- عبد الله بنكيران (العدالة و التنمية) 71 عام
- ادريس لشكر (الإتحاد الاشتراكي) 71 عام
- نجيب الوزاني (حزب العهد) 70 عام
- محمد جودار (الإتحاد الدستوري) 69 عام
- علي بوطوالة (الطليعة الاشتراكي) 69 عام
- محمد نبيل بنعبدالله (التقدم و الاشتراكية) 66 عام
- عزيز أخنوش (حزب الأحرار) 64 عام
- شكير أشهبان (حزب الإنصاف) 63 عام
- نزار بركة (حزب الإستقلال) 61 عام
- جمال العسري (الإشتراكي الموحد) 58 عام
- محمد أوزين (الحركة الشعبية) 56 عام
- فاطمة الزهراء المنصوري (الأصالة و المعاصرة) 50 عام.

بقلم سمير شوقي، رئيس مركز أوميغا

38

رؤساء الأحزاب بين الخبرة و تجديد  
النَّخب

35

الحصيد: يوسف زيدان وثورة لم تُؤنث

34

البكاء السياسي كتقنية للتلاعب  
بالعواطف الجماهيرية: قراءة في  
سلوك بعض المنتخبين

32

محمد سعد العلمي...  
قصص من نار ونور

31

الاعترافات الدولية بمغربية الصحراء  
تكتسب زخماً قبيل اجتماع مجلس  
الأمن المرتقب في أبريل



مطابع الرسالة

لوديجي ميديا - مؤسسة الرسالة الإعلامية

فريق النشر :  
سارة البوفي - أمل الهواري  
سلمى الشاوي - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :  
وفاء - ندى دحان

إدارة فنية وتقنية :  
محمد آيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :  
[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)





# لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

## جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طوموبيلات  
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..



www.lodj.info



SCAN ME!

@lodjmaroc



# كتاب الرأي

العدد 05 - ماي 2025

لودجي بالعربية : بلاطفورم الشباب



”رؤساء الأحزاب  
بين الخبرة و تجديد النخب“